



**ACTES DE LA
PREMIÈRE RÉUNION
MONDIALE DU
FORUM DES
PEUPLES
AUTOCHTONES
AU FIDA**

11-12 février 2013



Cœuvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté



Canadian International
Development Agency Agence canadienne de
développement international



NORWEGIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS





ACTES DE LA
PREMIÈRE RÉUNION
MONDIALE DU
FORUM DES
PEUPLES
AUTOCHTONES
AU FIDA

11-12 février 2013

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Le chemin menant à Rome	5
Ouverture de la première réunion mondiale du Forum	7
Discours d'ouverture du Président du FIDA, M. Kanayo Nwanze	7
Allocutions liminaires des membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones	8
Mise en œuvre de la feuille de route 2011-2013	11
Étapes et réalisations principales	11
Résultats de l'atelier régional Asie-Pacifique	12
Résultats de l'atelier régional Afrique	12
Résultats de l'atelier régional Amérique latine et Caraïbes	13
Examen des principales questions ressortant des présentations régionales	15
Réunions des groupes de travail régionaux – renforcer l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones	17
Séance du groupe de travail Asie et Pacifique	17
Séance du groupe de travail Afrique	18
Séance du groupe de travail Amérique latine et Caraïbes	20
Partage de l'information sur des questions thématiques	23
Conférence mondiale sur les peuples autochtones et programme pour l'après-2015	23
Ouvrir davantage de possibilités aux femmes autochtones en tant qu'actrices clés du bien-être des peuples autochtones	24
Synthèse des délibérations	29
Réponse de la direction du FIDA et du Conseil d'administration à la Synthèse des délibérations	33
Kevin Cleaver, Vice-Président adjoint, Département Gestion des programmes, FIDA	33
Échanges avec les représentants au Conseil d'administration	34
Annexe A - Liste des participants	36
Annexe B - Ordre du jour de la première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA	42
Annexe C - Ordres du jour des réunions des groupes de travail régionaux	45
Annexe D - Allocution prononcée par le Président du FIDA à l'ouverture du Forum des peuples autochtones	48
Annexe E - L'égalité hommes-femmes et le Forum des peuples autochtones	51
Encadré 1 - Autonomiser les femmes autochtones: grands défis, grandes opportunités	52



INTRODUCTION

Le présent document résume la première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA. Sa brièveté ne permet pas d'offrir un compte rendu in extenso des délibérations du Forum ni de rendre justice à la profusion d'observations et d'éclairages, d'expériences et de récits partagés par les participants. Le rapport propose plutôt une vue d'ensemble des principaux messages communiqués, des thèmes clés débattus, des recommandations formulées par les représentants des peuples autochtones et des plans d'action régionaux approuvés conjointement par le FIDA et les participants autochtones. Le rapport fournit, à l'intention des lecteurs qui souhaiteraient en savoir plus, des liens vers des documents d'information générale, des études de cas, des vidéos, des photos, des interviews et d'autres lectures.

Cérémonie d'ouverture du Forum des peuples autochtones



©FIDA/Giulio Napolitano



Mme Juana Segura Indigenous Communicator, Federación de Mujeres Indígenas de Anta (FEMCA); Enlace Continental de Mujeres Indígenas, Perú

©GANGA/Cabras/Molinari



LE CHEMIN MENANT À ROME

La première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, qui s'est tenue à Rome en février 2013, constituait le point culminant de quatre années de progrès.

C'est en 2009 que la création de ce Forum avait été suggérée pour la première fois, dans le cadre de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. Le Forum était envisagé comme un moyen concret d'institutionnaliser la consultation et la concertation avec les représentants des peuples autochtones aux niveaux national, régional et international.

En 2011, le FIDA a réuni un atelier au cours duquel les participants sont parvenus à un accord sur l'organisation, la portée, les objectifs et les opérations du Forum. Ils ont aussi élaboré la Feuille de route 2011-2013, qui devait guider la préparation de la première réunion mondiale. L'atelier a défini les objectifs suivants:

- suivre et évaluer la mise en œuvre de la politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, ainsi que la contribution de cette politique à l'application des dispositions de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP);
- partager et examiner les résultats de cette évaluation avec le personnel du FIDA, les États membres et les représentants des peuples autochtones, au bénéfice des peuples autochtones;
- nouer et renforcer des partenariats entre le FIDA et les peuples autochtones afin de résoudre les problèmes de la pauvreté et du développement durable de manière compatible avec leur culture et leur identité, en prenant en compte leurs points de vue et leurs aspirations;
- promouvoir la participation des organisations des peuples autochtones aux activités du FIDA, aux niveaux national, régional et international et à tous les stades du cycle des programmes et des projets;
- soutenir les processus de renforcement des capacités des organisations des peuples autochtones.

En application de la feuille de route, des études de cas ont été préparées pour rassembler des informations sur les expériences, les bonnes pratiques et les enseignements tirés de projets financés par le FIDA et auxquels ont participé les peuples autochtones. Ces études de cas ont été examinées au cours des réunions régionales tenues en Afrique, en Asie et en Amérique latine à la fin de l'année 2012. Les participants à ces réunions ont formulé des recommandations régionales ayant pour objectif de poursuivre le renforcement du partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones.

Ces recommandations ont constitué une contribution essentielle aux débats de la réunion mondiale du Forum, qui s'est tenue à Rome en marge de la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs du FIDA, avec la participation de 31 représentants des peuples autochtones venus de 25 pays (on trouvera à l'annexe A la liste complète des participants).

Regardez la vidéo de la création du Forum en 2011, à l'adresse:
http://www.dailymotion.com/video/xj6nks_indigenous-peoples-and-FIDA-trailer_creation#.USu6f7Q1YII



M. Abou Intchirwak, Tidawt Organization, Niger
©GANGA/Cabras/Molinari

OUVERTURE DE LA PREMIÈRE RÉUNION MONDIALE DU FORUM

Discours d'ouverture du Président du FIDA, M. Kanayo Nwanze

“Les peuples autochtones sont, pour le FIDA, de précieux partenaires”

Le Forum a pour objet d'améliorer la manière dont le FIDA travaille avec les peuples autochtones, dans le cadre de partenariats mondiaux pour le plaidoyer, dans la formulation de stratégies de pays, et dans la conception, l'exécution et l'évaluation des projets. La réunion mondiale du Forum constitue une occasion, pour le FIDA, d'écouter directement l'avis des peuples autochtones et, pour ces derniers, d'observer le mode de travail du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Malheureusement, les peuples autochtones sont souvent victimes de marginalisation et de discrimination. Il est fréquent qu'ils ne disposent pas de droits sur la terre, les territoires et les ressources, et la pauvreté en est souvent le résultat. Cela explique pourquoi les peuples autochtones représentent 5% de la population mondiale totale, mais 15% des pauvres du monde. Le FIDA, qui a pour mission de réduire la pauvreté rurale et la faim, doit consentir un effort spécial pour atteindre les peuples autochtones.

Le FIDA appuie des projets qui aident les populations rurales pauvres à accroître leur production vivrière, à acquérir de nouvelles compétences, à constituer des organisations solides et à faire entendre leur voix dans la prise des décisions concernant leur vie. Le FIDA envisage d'atteindre 90 millions de personnes d'ici à 2015, permettant ainsi à 80 millions d'entre elles de se libérer de la pauvreté. À cet effet, nous devons agir plus efficacement pour atteindre les peuples autochtones vivant dans les zones où intervient le FIDA et assurer leur participation.

Pour le FIDA aussi, les peuples autochtones sont de précieux partenaires, car ils ont beaucoup à partager sur les moyens de vivre, de travailler et de cultiver d'une manière qui prenne en compte les générations futures.

En 2009, le Fonds a adopté une nouvelle politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones. Le Forum offre une possibilité d'évaluer les progrès et d'améliorer la mise en œuvre de cette politique. Le FIDA finance actuellement près de 240 projets. Environ 30% d'entre eux apportent un appui à des communautés autochtones dans 38 pays, pour un investissement total de l'ordre de 800 millions d'USD.

Le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), qui octroie des dons à des projets de développement axés sur les peuples autochtones, a également réalisé des progrès sensibles. Depuis 2007, le Mécanisme a approuvé plus de 100 projets conçus et exécutés par des communautés autochtones. Notre espoir est que le Forum produise des résultats concrets sous la forme d'une participation accrue des peuples autochtones aux opérations du FIDA. Et nous espérons aussi qu'il contribue utilement à l'élaboration de stratégies dans la perspective de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, qui se tiendra l'an prochain. Nous examinons actuellement les moyens de renforcer l'appui que nous vous apportons dans cet important processus.

Discours d'ouverture du Président du FIDA, M. Kanayo Nwanze



©FIDA/Giulio Napolitano

Pour être durable, le développement ne peut pas être imposé de l'extérieur. Pour pouvoir croître, chaque arbre, chaque plante doit être profondément enraciné dans son propre sol. Les traditions et les savoirs des peuples autochtones sont précisément les éléments qu'il convient de cultiver si nous voulons parvenir à des améliorations réelles et durables dans les zones rurales du monde en développement.

On trouvera à l'annexe D le texte intégral de la déclaration du Président du FIDA, M. Kanayo Nwanze

Allocutions liminaires des membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones

Myrna Cunningham, membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, Nicaragua

"Maintenant, nous parlons avec les plus hautes autorités"

Dans un passé pas tellement lointain, le système des Nations Unies n'ouvrait pas ses portes aux peuples autochtones, mais nous parlons maintenant avec les plus hautes autorités. Le Forum

est un exemple concret de ce changement. Il constitue un mécanisme pour la mise en œuvre de l'UNDRIP et une réponse aux peuples autochtones et à leur demande de mécanismes de participation systématiques et institutionnalisés. Les peuples autochtones sont disposés à participer et à contribuer à l'amélioration des opérations du FIDA dans nos pays. Nous voulons participer à l'ensemble du cycle du projet et promouvoir cette collaboration comme exemple de bonne pratique au sein du système des Nations Unies. Nous sommes reconnaissants au FIDA pour le soutien qu'il apporte à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, et nous espérons que nous pourrions œuvrer de concert pour modeler le programme de développement pour l'après-2015.

Myrna Cunningham, membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, Nicaragua



©FIDA/Giulio Napolitano

Victoria Tauli-Corpuz, Fondation Tebtebba, Philippines

"Nous devons agir ensemble pour parvenir à un développement durable et autonome"

Le Forum porte à un niveau supérieur le partenariat avec les peuples autochtones. En 2002, ce fut notre première rencontre, lorsque le FIDA appuyait le Sommet international des peuples autochtones sur le développement durable, avant la tenue de la Conférence mondiale sur le développement durable. Depuis lors, le FIDA a constamment apporté son appui technique et financier, et notamment à l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies. Il s'agit ici d'une relation caractérisée par la réciprocité, et qui aide le FIDA à acquérir une plus grande visibilité.

Le monde change, et il est confronté à de multiples crises financières et économiques, qui conduisent à une désintégration sociale. Le monde riche sauve ses banques, mais pas ses citoyens; les

industries extractives accaparent des terres au nom de la croissance en Asie, en Afrique et en Amérique latine. L'UNDRIP établit une norme minimum universelle qui doit assurer la survie, la dignité et le bien-être des peuples autochtones. L'Article 41 requiert des institutions spécialisées du système des Nations Unies qu'elles contribuent à la pleine mise en œuvre des dispositions de la Déclaration, notamment en apportant un soutien financier.



©FIDA/Giulio Napolitano

Nous sommes réunis ici pour étudier et convenir des moyens que nous pouvons encore mobiliser pour mettre en œuvre l'UNDRIP et atteindre un développement autonome et durable. Ni les peuples autochtones ni le FIDA ne peuvent y parvenir seuls mais, en agissant ensemble, nous pouvons faire beaucoup plus, en tirant parti des gains et des expériences. On peut citer, comme exemple positif, la reconnaissance des droits et des savoirs traditionnels des peuples autochtones dans le contexte des négociations concernant le changement climatique et la biodiversité. On peut aussi rappeler la reconnaissance croissante de la culture comme quatrième pilier du développement durable, dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015.

Il est triste de constater que les violations des droits humains fondamentaux et l'accapement des terres se poursuivent. Mais, même au prix de leur vie, les activistes des peuples autochtones continuent de forger l'unité entre eux, et de contraindre les gouvernements, les grandes entreprises et la société internationale à respecter nos droits.

Adolphine Muley, Coordinatrice nationale, Union pour l'émancipation de la femme autochtone, République démocratique du Congo

"Nous devons poursuivre la concertation et le renforcement des capacités du personnel local du FIDA"

Le Forum a pour but d'évaluer la mise en œuvre de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. Cette évaluation contribuera à la mise en œuvre de l'UNDRIP par le biais de la détermination de solutions durables conformes aux cultures et aux aspirations des peuples autochtones, aux niveaux local, national, régional et international.

Le FIDA est à l'origine de nombreuses expériences positives, et notamment l'adoption de la politique elle-même et la mise en place de mécanismes financiers axés sur les peuples autochtones. Ces mécanismes assurent un appui aux projets de protection des terres des peuples autochtones et de leurs savoirs traditionnels, de manière compatible avec la protection de l'environnement. En outre, le principe du consentement préalable, libre et éclairé est de plus en plus appliqué.

Il subsiste toutefois des problèmes. Certains bureaux de pays et certains membres du personnel ne comprennent pas pleinement les détails de la politique. Quelques États membres du FIDA ne reconnaissent pas les droits des peuples autochtones, et excluent leur pleine participation ou contribution aux programmes de pays. Les peuples autochtones ne sont pas suffisamment pris en compte dans les programmes de pays du FIDA, bien qu'ils soient parfois mentionnés dans les documents. C'est pourquoi les peuples autochtones africains invitent instamment le FIDA à renforcer son influence sur les politiques foncières; à encourager l'application du principe du consentement préalable, libre et éclairé dans l'exécution des projets; et à entreprendre une concertation permanente et un renforcement des capacités du personnel local du FIDA afin qu'il soit en mesure de mieux comprendre et mettre en œuvre l'UNDRIP et la politique du FIDA.

Adolphine Muley, Coordinatrice nationale, Union pour l'émancipation de la femme autochtone, République démocratique du Congo



©FIDA/Giulio Napolitano



Mme Otilia Inés Lux de Coti, Executive Director, Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI)

©GANGA/Cabras/Molinari

MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE 2011-2013

Étapes et réalisations principales

Antonella Cordone, Coordinatrice des questions autochtones et tribales, FIDA

L'histoire des principales manifestations qui ont jalonné la collaboration en cours entre le FIDA et les peuples autochtones a débuté en 2002, lors du Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable, et a été suivie, en 2003, par notre première rencontre officielle au FIDA. Aujourd'hui, dix ans plus tard, nous disposons de nombreux instruments de collaboration: la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, la version révisée des directives opérationnelles du FIDA, les mécanismes d'amélioration de la qualité, le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) et 31 notes techniques de pays sur les questions relatives aux peuples autochtones. Le FIDA a reçu deux boursiers autochtones et nous avons créé le Forum des peuples autochtones. De manière générale, les projets du FIDA considèrent comme des atouts l'héritage et l'identité culturels. L'IPAF a été décentralisé en vue d'une cogestion par les organisations des peuples autochtones au niveau régional et a appuyé 102 petits projets dans 43 pays, avec un budget total de 2,6 millions d'USD. En mesurant le travail accompli ensemble au cours des dix dernières années, nous avons de grands motifs de fierté.

Antonella Cordone, Coordinatrice des questions autochtones et tribales, FIDA



©FIDA/Giulio Napolitano

En 2011, lors de la création du Forum, la suite des mesures concrètes à prendre avant cette réunion avait été résumée dans la feuille de route. Au cours des deux dernières années, de nombreuses activités ont été conduites pour sa mise en œuvre, et notamment:

- campagne de diffusion de l'information concernant la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones;
- tenue de deux réunions du Comité intérimaire de pilotage, au cours desquelles les membres du Comité ont reçu des informations sur les projets en cours financés par le FIDA;
- élaboration d'un cadre général agréé pour le suivi et l'évaluation de l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones;
- conduite, en 2012, d'une enquête de référence sur la participation des peuples autochtones aux projets du FIDA¹;
- huit études de cas portant sur des projets financés par le FIDA;
- tenue de trois ateliers régionaux, à la fin de l'année 2012, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, à titre de préparation de la première réunion mondiale du Forum.

¹ L'enquête a porté sur 39 projets concernant ou associant les peuples autochtones. Dans 82% des projets, les peuples autochtones ont participé à la conception et/ou à l'exécution; dans 18%, des responsabilités spécifiques ont été attribuées aux peuples autochtones dans le processus d'exécution; et dans 17%, ils ont participé au suivi et à l'évaluation. L'enquête de référence a donc montré que les résultats étaient bons, mais qu'il faut aussi encore les améliorer.

Ces résultats représentent les réalisations collectives obtenues grâce aux partenariats auxquels ont participé le Comité de pilotage, le Pacte asiatique des peuples autochtones, le Forum international des femmes autochtones, le Groupe de travail international des affaires autochtones, l'Organisation pour le développement intégré des pasteurs Mainyoito, la Fondation Tebtebba et le Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones, ainsi que des membres du personnel du FIDA au niveau régional et à celui des projets.

Résultats de l'atelier régional Asie-Pacifique

Joan Carling, Pacte asiatique des peuples autochtones

L'atelier régional Asie-Pacifique s'est tenu les 10 et 11 novembre 2012 à Bangkok (Thaïlande), afin d'examiner la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et les moyens d'en renforcer la mise en œuvre. Quatre études de cas portant sur des projets financés par le FIDA y ont été présentées, et sont encore à l'examen.

Les participants à l'atelier ont recensé plusieurs résultats positifs importants de l'engagement du FIDA: le FIDA donne une plus grande visibilité aux peuples autochtones et offre donc la possibilité de promouvoir leurs droits; l'un des points relativement forts de la politique du FIDA tient au fait que sa formulation est compatible avec l'UNDRIP; et le FIDA contribue à établir des liens entre les peuples autochtones et les gouvernements, des améliorations demeurant toutefois encore possibles.

Deux grandes questions ont été identifiées: 1) comment adopter conjointement un paradigme de développement qui reflète le développement autonome des peuples autochtones et qui évite de séparer le développement durable de la reconnaissance de nos droits collectifs; et 2) comment garantir la participation des peuples autochtones à tous les niveaux de la coopération pour le développement.

Les études de cas ont rassemblé des informations sur les bonnes pratiques, comme le renforcement des institutions de gouvernance à assise communautaire; l'intégration des préoccupations relatives au genre et l'attention aux besoins des femmes; la facilitation de l'autonomisation des groupes d'auto-assistance; et l'amélioration de l'accès à l'éducation comme moyen de surmonter la discrimination.

Les études de cas ont aussi fait apparaître certains problèmes, et par exemple le fait que les peuples autochtones et le personnel des projets ne sont pas totalement informés de la teneur de la politique. (Il convient toutefois de se souvenir que la plupart des projets évalués étaient opérationnels avant l'approbation, en 2009, de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.) Cela montre qu'une diffusion mieux ciblée à l'intention du personnel, des gouvernements et des peuples autochtones est nécessaire comme point de départ pour parvenir à une compréhension commune. Par ailleurs, les études ont montré qu'il subsiste de très profondes lacunes dans la reconnaissance des droits des peuples autochtones au niveau national en Asie.

Résultats de l'atelier régional pour l'Afrique

Jacqueline Wanjiru Macharia, Organisation pour le développement intégré des pasteurs Mainyoito

L'atelier régional pour l'Afrique s'est tenu les 22 et 23 novembre 2012 à Nairobi (Kenya). Il s'est déroulé en marge de deux autres manifestations, en rapport l'une avec l'adaptation au changement climatique et l'autre avec la Conférence mondiale sur les peuples

Joan Carling, Pacte asiatique des peuples autochtones



©FIDA/Giulio Napolitano

Jacqueline Wanjiru Macharia, Organisation pour le développement intégré des pasteurs Mainyoito



©FIDA/Giulio Napolitano

autochtones (qui se tiendra en septembre 2014 au siège des Nations Unies). Le FIDA a ainsi contribué à optimiser l'utilisation des ressources. Il a été difficile de trouver des experts autochtones pour réaliser les études de cas: l'une d'entre elles est en cours en République du Congo, et une seconde étude pourrait être réalisée au Burundi, où un petit projet financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones est en cours d'exécution.

L'atelier a constaté que seuls quelques participants avaient connaissance de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. On estime donc essentiel que les gouvernements, le personnel du FIDA et les peuples autochtones se familiarisent avec cette politique. Son contenu devrait être mis à la disposition de tous, y compris au niveau des organisations de base. S'il appartient au Forum de suivre la mise en œuvre de la politique, il faudra qu'il dispose de mécanismes d'interaction, non seulement au plan international, mais aussi aux niveaux régional, national et local. On a évoqué d'autres problèmes clés comme le manque de reconnaissance des peuples autochtones par les États membres et le manque d'une véritable participation des peuples autochtones aux projets financés par des prêts ou des dons du FIDA et exécutés par les gouvernements.

Les participants à l'atelier ont unanimement exprimé leur appréciation du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) et de la Politique du FIDA, et fait l'éloge de la création du Forum, initiative unique qui devrait être suivie par d'autres institutions spécialisées des Nations Unies. D'autres éléments relevant des bonnes pratiques ont également été cités:

- application du principe d'un consentement préalable, libre et éclairé dans les projets;
- combinaison du développement et de la conservation de l'environnement;
- intégration des questions de genre dans les projets.

Les participants ont proposé les recommandations clés suivantes:

- appliquer systématiquement le principe d'un consentement préalable, libre et éclairé;
- influencer les réformes des régimes fonciers, en prenant en compte les préoccupations des peuples autochtones;
- faciliter la concertation entre les gouvernements, le FIDA et les peuples autochtones;
- assurer le renforcement des capacités des peuples autochtones, en créant par exemple un institut régional de formation;
- charger des spécialistes autochtones d'assurer le suivi des projets financés par le FIDA;
- trouver des moyens créatifs de partager les expériences et les enseignements tirés des projets financés par le FIDA.

Résultats de l'atelier régional Amérique latine et Caraïbes

Myrna Cunningham, Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies

L'atelier régional Amérique latine et Caraïbes s'est tenu du 3 au 5 décembre 2012 au Nicaragua.

Un tiers des participants provenaient de zones où le FIDA finance des projets, un tiers représentaient des organisations des peuples autochtones de la région, et un tiers étaient des bénéficiaires de projets financés par l'IPAF. L'organisation de l'atelier avait été confiée à un comité composé de représentants d'institutions gouvernementales, des autorités locales et autonomes, du système des Nations Unies et de sept autorités territoriales autochtones du Nicaragua. L'atelier a bénéficié d'une large couverture médiatique.

Trois objectifs avaient été assignés à l'atelier: 1) diffuser l'information concernant la Politique du FIDA, qui était assez méconnue; 2) préparer une synthèse des positions communes à transmettre au Forum; et 3) préciser les aspirations en rapport avec le Forum. À titre de préparation en vue de l'atelier, trois études de cas ont été réalisées, en Équateur, au Guatemala et au Nicaragua.

Représentante de l'Amérique latine et Caraïbes



©FIDA/Giulio Napolitano

L'atelier a recensé les aspects clés suivants qui ressortent des projets financés par le FIDA:

- bonnes pratiques observées dans les projets financés par le FIDA à l'appui des peuples autochtones;
- prise en compte des aspects relatifs à la problématique hommes-femmes et autonomisation des femmes autochtones;
- équilibre entre savoirs traditionnels et nouveaux savoirs;
- respect pour les institutions de gouvernance des peuples autochtones et des populations d'origine africaine;
- participation des organisations des peuples autochtones.

Enseignements tirés:

- les meilleurs résultats sont obtenus par la focalisation sur la problématique hommes-femmes et sur l'identité culturelle;
- les entités chargées de l'exécution des projets devraient pouvoir opérer de manière autonome;
- les modalités de cofinancement devront être définies en tenant dûment compte du contexte, en acceptant par exemple des contributions en nature lorsque les organisations autochtones n'ont guère de possibilités d'apporter des contributions en espèces;
- il conviendrait d'utiliser dans toute la mesure du possible du personnel technique local.

Problèmes:

- le principe d'un consentement préalable, libre et éclairé n'est pas encore intégré;
- la communauté devrait pouvoir exercer un plus large contrôle sur les fonds du projet;
- la sécurité foncière sur les territoires est un problème de première importance dans la plupart des pays; même lorsque les peuples autochtones possèdent des titres sur les terres, la réglementation territoriale et le règlement des litiges avec des tierces parties s'y introduisant sans permission sont encore en suspens;
- il convient d'assurer un équilibre entre la production destinée à assurer la sécurité alimentaire et celle destinée au marché;
- les stratégies de pays devraient intégrer les questions relatives aux peuples autochtones;
- il arrive parfois que les gouvernements dressent des obstacles au transfert de fonds lorsque la responsabilité administrative devrait incomber aux organisations des peuples autochtones.

Principales recommandations:

- renforcer la différenciation des identités des peuples autochtones et des populations d'origine africaine, au lieu de les considérer en bloc;
- faire des peuples autochtones les acteurs de leur propre développement;
- appuyer la formation et le renforcement des capacités, l'échange d'expériences et les itinéraires d'apprentissage;
- déterminer des indicateurs du bien-être;
- élargir le champ d'action de l'IPAF;
- renforcer les capacités des institutions gouvernementales d'aborder les questions relatives aux peuples autochtones;
- veiller à ce que le Forum demeure en activité pendant les périodes s'écoulant entre les réunions mondiales et fournir des occasions de débats régionaux et des mécanismes de communication.

Examen des principales questions ressortant des présentations régionales

À la suite de ces exposés, les participants ont examiné les problèmes communs aux diverses régions. Les points clés mis en évidence sont indiqués ci-après.

- Pour les peuples autochtones, la pauvreté est synonyme de perte d'accès et de contrôle sur la terre, les territoires et les ressources, et pourtant de nombreux projets de développement encouragent l'expansion agricole sur ces territoires. Cette perte est aggravée par les effets du changement climatique. La terre et les ressources ont un rapport avec la sécurité et la souveraineté alimentaires; ces questions sont fondamentales. La réduction de la pauvreté étant inscrite dans la mission du FIDA, il devrait promouvoir la reconnaissance des droits des peuples autochtones sur la terre, les territoires et les ressources. Il devrait aussi promouvoir l'intégration des aspects non monétaires de la pauvreté et du bien-être dans les débats qui auront lieu dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015.
- Il est important d'œuvrer avec les gouvernements et d'obtenir leur engagement, particulièrement en Afrique et en Asie, où la reconnaissance des droits des peuples autochtones est insuffisante. Ces engagements devraient être inscrits dans les accords conclus entre le FIDA et les gouvernements. Il conviendrait d'établir, au niveau des pays et des projets, des mécanismes assurant une participation effective des trois parties: gouvernement, peuples autochtones et FIDA.
- C'est aux gouvernements qu'incombe la responsabilité du respect et de la protection des droits des peuples autochtones, et la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones défend clairement le respect de ces droits. En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, le FIDA est tenu d'encourager les gouvernements à respecter leurs obligations internationales en matière de droits humains. Le fait que les peuples autochtones tiennent le même discours souligne la relation entre développement durable et droits humains. Les institutions spécialisées des Nations Unies peuvent, comme le FIDA, jouer leur propre rôle de manière indépendante dans le renforcement de la concertation sur les politiques aux niveaux national et régional et dans le plaidoyer en faveur de la reconnaissance universelle des droits, y compris l'UNDRIP. Les articles 41 et 42 de l'UNDRIP invitent spécifiquement les institutions spécialisées des Nations Unies à agir en ce sens.
- Dans la région Afrique, les institutions spécialisées des Nations Unies devraient suivre, pour ce qui concerne les peuples autochtones, l'approche proposée par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et entérinée par l'instance suprême de l'Union africaine. Les institutions doivent accroître leurs savoirs et leur capacité de comprendre et d'agir sur ces dispositions. Le FIDA devrait chercher à nouer des partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies et mettre en place des plateformes communes afin de faire progresser les droits des peuples autochtones. Le FIDA devrait aussi élaborer un protocole en vue de l'application du principe du consentement préalable, libre et éclairé, afin de dépasser l'actuelle approche sur une base ad hoc.
- Le FIDA peut faciliter l'emploi d'experts autochtones, sur la base non pas de leur appartenance ethnique, mais de leurs compétences. La qualité des projets serait renforcée s'il était possible de faire appel aux savoirs et aux compétences des experts autochtones, puisqu'ils connaissent leurs zones géographiques et leurs systèmes alimentaires.



Mme Jacqueline Wanjiru Macharia, Mainyoto Pastoralist Integrated Development Organization (MPIDO);
M. Moses Khumub, Tsintsabis Trust, Namibia;
Mme Agnes Leina, Executive Director, Il'laramatak Community Concerns (ICC), Kenya

©GANGA/Cabras/Molinari



RÉUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL RÉGIONAUX – RENFORCER L'ENGAGEMENT DU FIDA AUX CÔTÉS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Les participants se sont répartis en groupes de travail régionaux, présidés par les directeurs régionaux du FIDA. Ces groupes, réunissant des représentants des peuples autochtones et des membres du personnel du FIDA, devaient définir conjointement des plans d'action régionaux pour 2013-2014.

Séance du groupe de travail Asie et Pacifique

Trente représentants d'organisations des peuples autochtones, des personnes ressources et des membres du personnel du FIDA ont participé à la séance du groupe de travail Asie et Pacifique. Les délibérations ont d'abord porté sur les recommandations formulées à l'issue de l'atelier régional préparatoire pour l'Asie et le Pacifique organisé à Bangkok en novembre 2012, pour déboucher sur l'élaboration d'un Plan d'action 2013-2014 en vue de la mise en œuvre de ces recommandations. Les participants ont confirmé que le Forum des peuples autochtones permet d'approfondir le dialogue entre les peuples autochtones et le FIDA et de planifier l'action future.

Plan d'action 2013-2014

- Les participants ont réaffirmé que les questions relatives aux peuples autochtones sont importantes pour le FIDA, à tous les stades des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et des cycles des projets, et que le Fonds améliorera son mécanisme de consultation pour y inclure les peuples autochtones, en particulier dans les projets les concernant directement.
- Le renforcement des capacités est nécessaire à tous les niveaux – FIDA, gouvernements et organisations des peuples autochtones. Dans ce contexte, l'apprentissage entre pairs, le mentorat et la coopération Sud-Sud seront encouragés.
- Le FIDA fera traduire dans les cinq principales langues de la région, en vue d'une diffusion élargie, le résumé de la Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones ainsi que d'autres politiques importantes.
- Il a été convenu que les travaux réalisés par les organisations des peuples autochtones (comme la Fondation Tebtebba) et d'autres unités du FIDA, pour élaborer des indicateurs propres aux peuples autochtones, seront communiqués à la Division Asie et Pacifique en vue de la mise en œuvre d'éventuelles initiatives pilotes parmi les projets figurant déjà dans la réserve.
- La Division Asie et Pacifique procède actuellement à l'élaboration d'un manuel de référence sur les bonnes pratiques de suivi-évaluation. Les organisations des peuples autochtones sont invitées à fournir des exemples de bonnes pratiques en vue de leur insertion dans ce manuel.
- Les organisations des peuples autochtones sont également encouragées à utiliser IFADAsia, et à le développer, pour le partage d'informations et de bonnes pratiques. Le lien au site web d'IFADAsia est <http://asia.ifad.org>. Les représentants des peuples autochtones seront invités à prendre part aux événements de partage des savoirs organisés

Déclaration de Rufina Peter, Chercheuse principale, Institut des affaires nationales de Papouasie-Nouvelle-Guinée

En tant que représentants de la région Pacifique, nous souhaitons exprimer la demande de visibilité de notre région au sein du Forum des peuples autochtones au FIDA. À notre avis, le FIDA devrait, en premier lieu, reconnaître la nécessité de tenir à l'avenir des ateliers sous-régionaux distincts. Des ateliers sous-régionaux pour le Pacifique sont essentiels pour le partage de l'apprentissage et la mise en commun des expériences et des questions spécifiques à la région Pacifique, compte tenu de l'éviction que nous avons connue récemment à Bangkok, lors de l'atelier préparatoire Asie-Pacifique. La question est celle de la visibilité de la région Pacifique, à la lumière de plusieurs facteurs: le caractère absolument unique et la richesse de ses cultures et de ses traditions; le fait qu'elle constitue le plus vaste réservoir de biodiversité de la planète; la définition qu'elle donne des "peuples autochtones", différente de celle donnée du point de vue de l'Asie; et la superficie terrestre et maritime significative couverte par la région.

par le FIDA à l'échelle régionale et, réciproquement, le personnel du FIDA participera à des événements similaires organisés par les organisations des peuples autochtones.

- Le FIDA dispose de ressources sous forme de dons destinées à financer les initiatives de renforcement des capacités, y compris le cofinancement en faveur du Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones, qui est géré par la Division des politiques et du conseil technique. Ces ressources peuvent être obtenues sur une base compétitive. De plus, le FIDA s'efforcera de générer des ressources supplémentaires destinées au renforcement des capacités des peuples autochtones.
- Le Fonds défendra le programme d'action des peuples autochtones lors des forums organisés par les gouvernements et auxquels participent tous les partenaires de développement au niveau des pays.
- Les enquêtes de référence réalisées par le FIDA dès le début des projets d'investissement comprendront un certain nombre de questions relatives aux peuples autochtones afin de permettre le suivi des résultats et de l'impact.
- Il a été décidé de faire largement connaître le mécanisme de doléance actuellement en place au sein du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA. Les organisations des peuples autochtones et les autres partenaires sont encouragés à utiliser ce mécanisme pour faire part de leurs préoccupations en rapport avec les projets du FIDA.

Séance du groupe de travail Afrique

La séance du groupe de travail Afrique s'est ouverte par un exposé de Mme Sohojata Maiga, Présidente du Groupe de travail d'experts de la Commission africaine sur les populations/communautés autochtones, qui relève de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Cette présentation a été suivie d'un débat sur le développement des peuples autochtones dans le contexte africain. Les participants ont ensuite élaboré le plan d'action régional pour 2013-2014.

La situation des peuples autochtones en Afrique

- La Présidente du Groupe de travail d'experts de la Commission africaine sur les peuples autochtones souligne le travail que celui-ci a accompli, et notamment le rapport de 2005 recensant les peuples autochtones du continent africain. Elle constate que la définition des peuples autochtones soulève un certain nombre de difficultés. Parmi les critères utilisés pour recenser les peuples autochtones figurent le sentiment d'appartenance à un peuple autochtone, l'isolement et la violation des droits.
- L'exposé met également en lumière la réticence de nombreux gouvernements africains à reconnaître les peuples autochtones. Des avancées sont à noter en République du Congo, mais les peuples autochtones sont confrontés à de sérieuses difficultés en Afrique centrale et dans la région sahélienne. Pour les peuples autochtones, il semble que les principaux problèmes soient les droits, l'accès aux ressources et la participation ou la consultation lorsque les questions les concernent.
- La Commission africaine invite le FIDA à renforcer les partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies comme l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture afin de s'attaquer plus efficacement aux difficultés auxquelles les peuples autochtones sont confrontés.

- L'exposé sur la synthèse des recommandations issues de l'atelier préparatoire régional a donné lieu à un débat approfondi. Les participants se sont mis d'accord sur le plan d'action ci-après, qui doit conduire à un partenariat plus efficace entre le FIDA et les peuples autochtones.

Plan d'action 2013-14

Programmes et projets financés par le FIDA

- Le FIDA entend continuer à assurer la participation des peuples autochtones à ses projets dans le cadre du processus de conception et grâce à un processus d'examen plus rigoureux.
- Le FIDA ne peut pas appliquer systématiquement dans l'ensemble de ses projets le principe du consentement préalable, libre et éclairé; l'application de ce principe doit être réservée aux territoires des peuples autochtones et faire référence aux termes de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.
- Les peuples autochtones du continent africain s'engagent à dialoguer avec les gouvernements de leurs pays en vue d'assurer une représentation équitable parmi le personnel des projets mis en œuvre dans les zones où ils vivent; le dialogue portera aussi sur les questions de régime foncier.
- La collaboration avec les peuples autochtones en Afrique doit également tenir compte d'autres groupes vulnérables susceptibles de se sentir exclus, et favoriser à cet effet le dialogue entre les communautés.
- Le FIDA s'emploiera à mobiliser davantage de crédits en faveur des organisations des peuples autochtones par l'intermédiaire du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, mais aussi par le biais du renforcement des capacités des peuples autochtones afin de les mettre à même de solliciter des dons du FIDA.
- Le FIDA peut agir en faveur des perspectives d'emploi des personnes appartenant aux peuples autochtones pour les aider à surmonter les discriminations, par exemple grâce au renforcement des capacités et à l'éducation², mais aussi en reconnaissant les compétences et les savoirs qu'elles sont en mesure d'apporter au FIDA.
- Le FIDA veillera à ce que les considérations d'égalité entre les hommes et les femmes soient prises en compte dans le cadre de ses interventions aux côtés des peuples autochtones.

Concertation au niveau des pays

- Le FIDA doit jouer un rôle dans le renforcement de la concertation sur les politiques, à l'échelon national et régional. Le FIDA et d'autres institutions des Nations Unies sont en mesure de jouer un rôle indépendant dans le plaidoyer en faveur de la concrétisation des droits universellement reconnus, et notamment l'UNDRIP (c'est précisément l'objet des articles 41 et 42 de cette déclaration). Le FIDA peut également faire office de "porteur de savoirs" en proposant des enseignements, en mettant son expérience à disposition et en offrant des possibilités d'interactions, notamment dans le cadre des itinéraires d'apprentissage et autres voyages d'échange entre organisations des peuples autochtones. Cette démarche vaut également pour les réformes concernant les régimes fonciers et l'aménagement du territoire.
- Les représentants des peuples autochtones demandent aux institutions des Nations Unies de les aider à renforcer leurs savoirs et leurs capacités à appréhender les dispositions concernant les peuples autochtones adoptées par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et à agir sur cette base.

² Réponse de la direction du FIDA sur ce point: le FIDA n'a pas pour mission de mener des activités d'éducation de manière à rendre tel ou tel groupe cible plus compétitif, mais de renforcer les capacités, principalement lorsqu'elles sont en rapport avec les moyens de subsistance.

- Le FIDA devrait chercher à nouer des partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies et à mettre en place des plateformes communes afin de faire progresser les droits des peuples autochtones.
- Le FIDA continuera, pour la conception et l'exécution des projets, d'appliquer des approches partant de la base, en mettant l'accent sur l'inclusion.
- Le FIDA continuera d'appuyer le renforcement des capacités au sein de tous ses groupes cibles, y compris les peuples autochtones, afin de développer leur aptitude à prendre part à une concertation plus fructueuse. Lorsque l'on constate la présence d'un groupe de population autochtone à proximité de la zone d'intervention d'un projet en cours, le renforcement des capacités de ce groupe peut être rattaché au projet en question. Le FIDA appuiera également le renforcement des capacités des organisations des peuples autochtones afin qu'elles puissent atteindre plus efficacement ces groupes.

Communication et gestion des savoirs

- Les peuples autochtones d'Afrique et le FIDA continueront à favoriser l'échange d'informations entre les projets du FIDA et les parties prenantes.
- La directive adoptée par le Conseil d'administration du FIDA limite les capacités de recrutement des bureaux de pays du FIDA. Ces bureaux ne seront pas en mesure de recruter des responsables des questions se rapportant aux peuples autochtones mais, au stade de la conception des projets, le FIDA encouragera les gouvernements à affecter un responsable de ces questions dans tout projet pouvant avoir une incidence sur les populations autochtones.
- Il faut veiller à ce que les consultations avec les peuples autochtones se déroulent de manière à prendre en considération les aspects culturels et linguistiques et que les documents importants soient traduits dans des langues que les peuples autochtones comprennent.

Séance du groupe de travail Amérique latine et Caraïbes

La réunion a débuté par une brève présentation de l'atelier préparatoire tenu en décembre 2012. Le débat a été axé sur trois questions clés:

- projets et programmes financés par le FIDA;
- concertation sur les politiques au niveau national;
- communication et gestion des savoirs.

Recommandations/engagements de la Division Amérique latine et Caraïbes du FIDA

- Élargir la portée de la consultation au-delà des municipalités pour y associer les dirigeants autochtones des zones où le FIDA procède à la formulation et la supervision de projets et de programmes.
- Veiller à ce que les exercices de préparation des COSOP prévoient plus systématiquement la participation des dirigeants autochtones. Cette démarche débutera dans les pays où des exercices de préparation des COSOP sont actuellement en cours: Guatemala, Mexique et Pérou.
- Veiller à la participation des dirigeants autochtones aux tables rondes organisées dans le contexte des évaluations de programmes de pays, comme par exemple en Bolivie et en Équateur.
- Consulter les membres du Forum pour garantir la participation de représentants autochtones.
- Reconnaissant la nécessité d'inclure dans les systèmes de suivi-évaluation du FIDA des statistiques et des indicateurs culturels désagrégés par groupes ethniques, des travaux de documentation et d'analyse seront réalisés pour: 1) déterminer les données disponibles dans les pays, en commençant par les bureaux nationaux des statistiques et du

recensement; 2) déterminer les indicateurs de bien-être pour mesurer les progrès en matière de réduction de la pauvreté sur la base des points de vue des différents peuples autochtones; et 3) promouvoir l'utilisation de ces informations désagrégées dans les systèmes de suivi-évaluation.

- Entreprendre une coordination interne au sein du FIDA en vue de normaliser un protocole mondial pour l'application du principe du consentement préalable, libre et éclairé.
- Reconnaissant l'importance de la diversité, utiliser les instruments dont dispose le FIDA (COSOP, tables rondes d'évaluation, etc.) en vue de promouvoir l'inclusion dans les projets gouvernementaux des peuples autochtones, des communautés d'origine africaine et d'autres secteurs traditionnellement exclus.
- Promouvoir l'inclusion des peuples autochtones dans les opérations cofinancées avec le Fonds pour l'environnement mondial et avec le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne en Bolivie, au Honduras et au Nicaragua.
- Rendre accessibles aux peuples autochtones les itinéraires d'apprentissage tels que ceux organisés par la Corporation régionale PROCASUR sur des projets financés par le FIDA.
- Cultiver le dialogue entre les organisations participant au Forum et la division régionale du FIDA dans le cadre de l'organisation de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones. La division régionale du FIDA pourrait contribuer à la réunion préparatoire qui se tiendra au Mexique.
- Œuvrer pour renforcer les partenariats et les relations des peuples autochtones avec les ONG internationales et d'autres organismes de coopération au développement afin de consolider leur capacité de dialogue et de participation.
- Proposer la participation des peuples autochtones à l'élaboration du Programme de développement pour l'après-2015, compte tenu en particulier de la nécessité de promouvoir l'utilisation d'indicateurs du développement rural pouvant s'adapter à différentes perspectives.
- Surveiller et assurer le suivi des engagements pris par l'intermédiaire des sous-régions (Brésil pour le Cône Sud, Guatemala pour la Mésio-Amérique, et Pérou pour la région andine), en tenant compte du processus de décentralisation en cours au FIDA.



M. Sochea Pheap, President, Cambodia Indigenous Youth Association (CIYA), Cambodia
©GANGA/Cabras/Molinari



PARTAGE DE L'INFORMATION SUR DES QUESTIONS THÉMATIQUES

Conférence mondiale sur les peuples autochtones et programme pour l'après-2015

Joan Carling, Secrétaire générale, Pacte asiatique des peuples autochtones (AIPP) et membre du Comité mondial de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones

La Conférence mondiale sur les peuples autochtones (WCIP) se tiendra les 22 et 23 septembre 2014 au siège des Nations Unies, immédiatement avant la réunion de l'Assemblée générale. Elle a pour objectif un partage de points de vue et de meilleures pratiques en rapport avec les peuples autochtones. Les gouvernements seront les principaux participants à cette réunion à haut niveau, mais des experts des organes des Nations Unies y participeront, de même qu'un petit nombre de représentants des peuples autochtones. Le Président de l'Assemblée générale a nommé deux cofacilitateurs, représentant respectivement les gouvernements et les peuples autochtones. Cette décision est sans précédent dans le système des Nations Unies et constitue un tournant dans la participation.

Le Conférence comportera deux séances plénières, trois réunions interactives en table ronde et une réunion-débat informelle. Une audience publique informelle se tiendra au plus tard en juin 2014 pour examiner le projet de document final, qui devra être axé sur l'action.

Les préparatifs de la WCIP sont déjà en cours. Un Comité mondial de coordination a été constitué, des réunions préparatoires régionales se sont tenues, et une réunion mondiale est prévue en juin 2013 à Alta, en Norvège.

Vicky Tauli-Corpuz, Directrice exécutive de la Fondation Tebtebba et membre du Comité mondial de la WCIP

La WCIP a pour objectif principal de donner un élan à la mise en œuvre de l'UNDRIP. On prévoit, pour la réunion qui se tiendra à Alta, 800 participants, 400 représentants des peuples autochtones et 400 observateurs d'organisations non gouvernementales, des institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres entités. La réunion devra regrouper les résultats des réunions régionales et déboucher sur un document d'ensemble agréé, résumant les priorités et les problèmes des peuples autochtones, et qui sera intégré au document final de la WCIP.

Les préoccupations exprimées par les peuples autochtones à propos du programme de développement pour l'après-2015 découlent de leur critique des objectifs du Millénaire pour le développement, dont ils ont considéré qu'ils ne répondent pas à leurs priorités, leurs droits et leurs aspirations en matière de développement. Le Secrétaire général des Nations Unies a organisé une série de groupes spéciaux de haut niveau chargés d'élaborer un rapport sur les aspirations pour le programme pour l'après-2015 dans quatre grands domaines, et notamment l'égalité et la viabilité écologique. Garantir la participation des peuples autochtones à ce processus est une tâche délicate, et il y a beaucoup à faire. On voit déjà apparaître quelques caractéristiques du programme pour l'après-2015, et notamment:

- le développement doit être perçu comme la liberté; il devrait être équitable et réduire les inégalités et l'insécurité humaine, et il devrait prendre en compte les problèmes mondiaux tels que le changement climatique et l'instabilité des marchés;

- il devrait prendre en compte les politiques au macroniveau et au mésoniveau, et être applicable aussi bien au Nord qu'au Sud;
- il devrait s'inspirer des engagements en matière de droits humains et être déterminé de manière participative;
- il devrait renforcer les partenariats stratégiques internationaux.

Nous devons, en tant que peuples autochtones, convaincre nos gouvernements d'inscrire nos problèmes dans ce programme. Si nous ne parvenons pas à les influencer, nous n'obtiendrons pas un succès à l'échelle mondiale.

Ouvrir davantage de possibilités aux femmes autochtones en tant qu'actrices clés du bien-être des peuples autochtones

Agnes Leina, Il'laramatak Community Concerns, Kenya

Vivant au Kenya et dans le nord de la Tanzanie, les Massaï sont des pasteurs semi-nomades qui ont résisté jusqu'ici aux fortes incitations de leurs gouvernements à adopter un mode de vie plus sédentaire. Les Massaï du Kenya ont d'abord perdu 60% de leurs terres lorsque les Britanniques les ont expulsés pour faire place aux ranchs des colons; d'autres terres leur ont ensuite été prises pour créer des réserves naturelles et des parcs nationaux.

Les discriminations persistantes contre les femmes autochtones en Afrique ont été aggravées par les catastrophes naturelles, la pauvreté, l'analphabétisme, les mutilations génitales et les excisions des femmes, et les mariages forcés et précoces, entre autres facteurs. Le changement climatique multiplie les sécheresses, les inondations et les orages, mettant en péril la sécurité alimentaire. La terre est de plus en plus privatisée, mais dans le cadre d'une société patriarcale dans laquelle les femmes ne possèdent ni terre ni bétail. Le fait que les femmes ne puissent pas posséder de biens constitue une violation de leurs droits, et des activistes des droits humains sont en lutte contre ces violations.

Les changements sociétaux affectent surtout les femmes et les enfants. Les femmes et les jeunes filles sont les premières à souffrir de la faim lorsque la nourriture devient rare. Étant donné que le changement climatique réduit les ressources en eau et en bois, elles doivent parcourir de plus grandes distances pour aller en chercher. Ce faisant, elles s'exposent à des attaques d'animaux sauvages et d'autres dangers dans les forêts, depuis des accidents mineurs à des agressions sexuelles. Cette tâche contraint aussi les jeunes filles à manquer des heures et même des jours d'école. En cas de forte sécheresse, les hommes vont très loin à la recherche de verts pâturages, et laissent sur place les femmes qui doivent s'occuper des enfants et des personnes âgées.

Bien qu'elles soient les plus touchées par la pauvreté et le changement climatique, les femmes ne sont pas associées aux décisions des pouvoirs publics sur ces questions. Il convient par conséquent de mener une étude dans les zones Massaï afin de déterminer comment associer les femmes aux décisions clés des pouvoirs publics sur les questions relatives aux moyens de subsistance, à la sécurité alimentaire et au changement climatique. La nouvelle constitution du Kenya précise un certain nombre de droits des femmes, notamment en matière d'héritage et d'accès à des actifs tels que la terre, le bétail et l'eau, et de la maîtrise de ces actifs. Il faudrait accroître les actions de plaidoyer à propos de ces droits, ainsi que la capacité des femmes autochtones d'exiger le renforcement de ces droits.

Agnes Leina, Il'laramatak Community Concerns, Kenya



©GANGA/Cabras/Molinari

Anima Pushpa Toppo, Présidente, Jharkhand Jangal Bachao Andolan, Inde

La vie spirituelle, culturelle et économique des communautés tribales forestières dépend traditionnellement de la forêt. La notion de “terre-mère” est au cœur de leur système de valeurs. La forêt a toujours été une source d'autonomisation des femmes dans les sociétés tribales, et les ressources forestières sont fortement associées aux femmes.

La conception tribale de l'économie comprend des aspects monétaires et non monétaires, et les femmes participent aux deux. Les aspects non monétaires concernent les travaux communaux, le soutien familial, le partage, l'apprentissage et le fonctionnement des institutions traditionnelles. Les femmes possèdent une profonde connaissance des variétés de produits vivriers, de leur disponibilité, des techniques et des pratiques, apprises et partagées au sein de leurs familles et leurs sociétés au fil des années.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a reconnu en les savoirs autochtones “une base précieuse pour l'élaboration de stratégies d'adaptation et de gestion des ressources naturelles en réponse au changement environnemental ou à d'autres formes de changement.”³ Diverses mesures sont nécessaires pour renforcer l'économie et les savoirs traditionnels, et notamment:

- renforcer les institutions locales, les groupements de femmes et de jeunes et les groupements culturels, qui préservent les savoirs communautaires;
- promouvoir la gestion des ressources communautaires, étant donné qu'elle est habituellement régie par des règles et des sanctions qui assurent la protection et la gestion des ressources, et l'accès permanent à ces ressources;
- promouvoir les droits de propriété intellectuelle afin que les communautés autochtones puissent être fières de leurs savoirs et les préservent comme composantes de leur culture et de leur identité;
- accroître la participation des femmes en tant que détentrices de savoirs, afin de renforcer l'apprentissage et le partage au sein de la société;
- renforcer l'approche partant de la base, en travaillant avec les jeunes et les enfants afin qu'ils puissent eux-mêmes poursuivre le renforcement et la protection de l'économie et des savoirs traditionnels;
- mettre en œuvre les politiques, lois et programmes gouvernementaux qui soutiennent les savoirs traditionnels. En Inde, La Loi sur les droits forestiers de 2006 et la Loi Panchayat (Extension aux aires répertoriées) de 1996 sont parmi les rares textes législatifs assurant la protection de l'économie traditionnelle.

Anima Pushpa Toppo, Présidente, Jharkhand Jangal Bachao Andolan, Inde



©GANGA/Cabras/Molinari

Myrna Cunningham, Membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, Nicaragua

Les écarts socioéconomiques sont considérables entre les hommes et les femmes autochtones, mais aussi entre les femmes autochtones et les femmes d'autres groupes. Ces écarts se situent à l'intersection de la discrimination raciale, de la stratification sociale et des inégalités entre les sexes. Il faut donc, pour faire apparaître au grand jour ces écarts cachés, désagréger les données en rapport avec l'appartenance ethnique et le genre.

Les femmes autochtones apportent une contribution substantielle au pluralisme économique par le biais d'une gamme d'activités productives, et notamment la cueillette des fruits, la pêche, la protection des semences, les cultures, la production artisanale et la collecte de l'eau. Ces contributions devraient être prises en considération dans les politiques et les

3 GIEC Quatrième rapport d'évaluation: Changement climatique 2007, http://www.ipcc.ch/publications_and_data/publications_and_data_reports.shtml

programmes d'appui aux pratiques productives traditionnelles et à la sécurité de jouissance du sol. Il conviendrait, en particulier, de se pencher sur les problèmes de l'héritage de la terre par les femmes et sur la situation des veuves.

Les femmes autochtones jouent aussi un rôle capital dans le fonctionnement des institutions économiques traditionnelles de leurs communautés, par le biais de leurs rôles dans les cérémonies et les pratiques communales. Les pratiques comme la réciprocité, la complémentarité, la solidarité et la redistribution des ressources doivent être appuyées et renforcées. Il est indispensable, par ailleurs, de prendre en considération le rôle des femmes dans les services environnementaux collectifs des communautés autochtones.

On a recensé, dans le contexte des projets financés par le FIDA, un certain nombre de bonnes pratiques susceptibles d'offrir davantage de possibilités aux femmes autochtones, notamment lorsque:

- les instruments des droits humains internationaux sont utilisés comme points de référence;
- les projets sont fondés sur la dualité et la complémentarité entre les sexes, conformément aux visions du monde des peuples autochtones;
- le développement économique local est conceptualisé sur la base des savoirs et des compétences locaux;
- les projets renforcent les organisations traditionnelles de production et les organisations féminines; les femmes assument des responsabilités administratives, et acquièrent leur autonomie économique;
- les projets favorisent le dialogue entre les générations, le renforcement des capacités et la formation des femmes à des rôles dirigeants;
- les réseaux de femmes sont utilisés pour faciliter leur participation à des activités.

La résolution 56/4 adoptée par le 56^e Session de la Commission de la condition de la femme (février-mars 2012) reconnaît que les femmes autochtones ont un rôle clé dans l'élimination de la pauvreté et de la faim. Elle recommande en particulier, pour renforcer le rôle des femmes autochtones, de:

- former les femmes autochtones à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication;
- renforcer leurs capacités et leur rôle dirigeant et adopter des mesures pour assurer la participation pleine et entière des femmes autochtones à la prise de décisions à tous les niveaux;
- assurer l'égalité d'accès à la santé, notamment sexuelle et procréative, et à l'eau;
- respecter et promouvoir la médecine traditionnelle;
- promouvoir l'égalité d'accès à la justice et à la propriété de la terre et de biens immobiliers;
- prendre des mesures pour éliminer toutes les formes de violence contre les femmes autochtones;
- recueillir et désagréger les données concernant les femmes autochtones.

Voir à l'annexe E le blog sur le genre et le Forum des peuples autochtones.



Mme Saudata Walet Aboubacrine Coordinator, Association Tin Hinan, Burkina Faso
©GANGA/Cabras/Molinari

SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS

La Synthèse des délibérations, approuvée par tous les participants au Forum, s'inspire des préoccupations, des expériences, des enseignements et des recommandations proposées par les régions et des délibérations des participants et du personnel du FIDA. Il s'agit par conséquent d'une synthèse au vrai sens du terme – une combinaison de nombreux et divers éléments qui, ensemble, forment un tout. Dans le cas présent, il s'agit d'une synthèse qui constitue le cadre de nouveaux modèles de partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones.

Synthèse des délibérations: Première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, 11-12 février 2013

Nous, les peuples autochtones d'Asie, d'Afrique, du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, conservons encore, dans leur diversité, nos identités, nos cultures et nos traditions spirituelles. Les écosystèmes que renferment nos territoires sont encore relativement intacts, et nous poursuivons notre action de gardiens de la biodiversité. La diversité de nos systèmes de savoirs et des pratiques par lesquelles nous assurons nos moyens de subsistance peut inspirer de nouveaux modèles de développement durable et y contribuer, en faisant fond sur la culture et l'identité, avec un ancrage solide dans le respect de nos droits individuels et collectifs.

Au cœur de la crise économique, environnementale et culturelle, il nous semble que les processus de développement actuels n'ont pas tenu leurs promesses de réduction de la pauvreté et de développement durable. L'observation montre que les peuples autochtones sont surreprésentés parmi les pauvres, souvent exclus des efforts de réduction de la pauvreté et encore victimes de discriminations. Nous sommes prêts à poursuivre notre contribution et notre participation, et à œuvrer avec le FIDA dans le cadre d'un partenariat mutuellement bénéfique en vue d'atteindre le but ambitieux de réduction de la pauvreté rurale, tout en rappelant qu'il ne peut pas y avoir de développement rural durable sans les peuples autochtones – ou à leurs dépens.

Nous apprécions sincèrement les efforts sérieux déployés par le FIDA pour établir, avec les peuples autochtones, un partenariat stratégique qui a atteint un point culminant avec la création du Forum des peuples autochtones. Nous considérons que cette démarche constitue une bonne pratique de la part des institutions intergouvernementales et une étape clé dans la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui définit une norme universelle minimum pour la survie, la dignité et le bien-être de nos peuples. Le Forum institutionnalise nos relations avec le FIDA et met en place un environnement d'apprentissage partagé, fondé sur les principes de consultation, de participation et de dialogue. Il apportera aussi une contribution à la mise en œuvre de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. Les fonds mis spécifiquement à disposition dans le cadre du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) ont accru l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones considérés comme un groupe cible spécifique.

Notre collaboration à ce jour a été à l'origine d'expériences précieuses, d'enseignements tirés et de bonnes pratiques, mais elle a aussi mis en évidence des problèmes. Certains États n'accordent pas encore, dans leur législation et leurs politiques nationales, une reconnaissance adéquate aux peuples autochtones. Le contenu de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et les dispositions relatives au consentement préalable, libre et éclairé n'ont pas été systématiquement appliqués. Ce sont là les principaux facteurs s'opposant à ce que nos problèmes soient correctement pris en compte dans les stratégies et les programmes de pays du FIDA. Au niveau des projets, une enquête a montré que, dans un nombre encourageant de projets, les peuples autochtones ont été associés à la phase de conception, mais que leur participation est très sensiblement réduite au cours des phases d'exécution, de suivi et d'évaluation.

Nous soumettons par conséquent les recommandations ci-après en vue de consolider notre partenariat et de donner plus de vigueur à l'application systématique de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones:

Pour que les gouvernements, le FIDA et les peuples autochtones, conjointement:

- établissent un lien solide entre la Réunion mondiale du Forum des peuples autochtones et les mécanismes de suivi aux niveaux régional, national et des projets, en vue d'un dialogue tripartite efficace sur l'inclusion des besoins et des priorités des peuples autochtones dans les stratégies de pays et les projets financés par le FIDA;
- documentent, échangent, partagent, reproduisent et élargissent les bonnes pratiques en rapport avec le développement durable et autodéterminé des peuples autochtones.

Nous invitons en particulier les gouvernements à:

- reconnaître les droits des peuples autochtones à la terre, aux territoires et aux ressources, y compris les terres de parcours et les couloirs; et reconnaître les contributions que les systèmes et les technologies liés aux savoirs traditionnels, ainsi que les moyens de subsistance traditionnels, apportent à la résilience et au développement durable des écosystèmes;
- donner aux institutions gouvernementales une capacité accrue de répondre aux besoins et aux priorités des peuples autochtones, en formant du personnel et en employant, au sein de ces institutions, des experts autochtones;
- respecter, protéger et concrétiser les droits des peuples autochtones, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et reconnaître le rôle des institutions, autorités et organisations autochtones traditionnelles.

Nous invitons le FIDA à:

- accroître sa capacité de traiter les questions des peuples autochtones, notamment en formant du personnel, en développant l'emploi d'experts autochtones et, si possible, en désignant des points de contact au niveau des pays;
- veiller à une participation pleine et efficace des peuples autochtones, notamment au cours de la formulation des stratégies de pays et tout au long du cycle du projet;
- mettre effectivement en œuvre sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones et, dans le cadre de projets ciblant ou affectant les peuples autochtones, encourager systématiquement les gouvernements emprunteurs à tenir des consultations avec les peuples autochtones pour obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé. Le FIDA devrait considérer cette consultation et ce consentement comme un critère d'approbation du projet, comme le prévoit sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones;
- accroître le financement direct accordé aux organisations et institutions des peuples autochtones, notamment en augmentant les contributions au Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF);

- reconnaître les savoirs et les technologies traditionnels, ainsi que les services environnementaux rendus par les peuples autochtones sur les plans de la conservation et de l'utilisation durable de leurs écosystèmes, et en estimer la valeur en tant que contributions en nature aux projets;
- informer les peuples autochtones et les associer aux missions de supervision et à l'évaluation;
- répertorier et opérationnaliser, en collaboration avec les peuples autochtones, des indicateurs spécifiques se rapportant au bien-être de ces populations;
- élaborer des mesures de discrimination positive en faveur des peuples autochtones et parmi eux, en particulier, des femmes et des jeunes;
- utiliser la Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones comme plateforme de concertation sur les politiques, au niveau des pays, avec les gouvernements et d'autres partenaires du développement;
- veiller, au cours de la formulation du projet dans le pays – et dans le cadre de la conception des projets – à ce que des dispositions adéquates soient prévues pour la communication et l'information à l'intention des peuples autochtones;
- continuer d'apporter son appui à la Conférence mondiale de 2014 sur les peuples autochtones;
- appuyer et entreprendre, avec les peuples autochtones, des actions conjointes de plaidoyer sur leurs problèmes et leurs préoccupations dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015.

En tant qu'organisations des peuples autochtones, nous nous engageons à:

- continuer à défendre et à maintenir notre terre, nos territoires et nos ressources comme bases de nos moyens de subsistance et de notre développement durables, et comme notre contribution à la durabilité environnementale mondiale;
- rendre compte à nos communautés et à nos organisations des résultats de cette première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones, et à poursuivre le dialogue et notre partenariat à tous les niveaux;
- œuvrer de concert avec le FIDA et les gouvernements à la conception et à l'élaboration, pour nos peuples, de modèles de développement durable qui soient à la fois viables sur le plan économique, adéquats sur le plan culturel et judicieux sur le plan écologique;
- conseiller et influencer les gouvernements afin qu'ils adoptent et mettent en œuvre des politiques publiques orientées vers la promotion du développement durable et autodéterminé des peuples autochtones.



©FIDA/Giulio Napolitano



Mme Sohyata Maiga, African Union Commissioner, Chair, African Commission's Working Group of Experts on Indigenous Populations/Communities, Mali

©GANGA/Cabras/Molinari

RÉPONSE DE LA DIRECTION DU FIDA ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À LA SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS

Kevin Cleaver, Vice-Président adjoint, Département Gestion des programmes, FIDA

“Vous nous poussez, mais ce que vous nous demandez est réalisable”

Le FIDA doit répondre à une vaste demande de services; même des pays relativement plus riches souhaitent une assistance en termes de savoirs. Toutefois, le monde ne fait pas usage généreux de ses ressources et les institutions spécialisées des Nations Unies éprouvent des difficultés à répondre à toutes les demandes. Il nous faut par conséquent trouver les moyens d'être au service des peuples autochtones et d'autres clients de manière efficiente.

Je suis pleinement d'accord avec le préambule de la Synthèse des délibérations; il ne peut y avoir de développement durable sans les peuples autochtones, ou à leurs dépens. C'est pourquoi ce partenariat avec vous est si précieux.

Je veux applaudir à toutes vos recommandations au FIDA, et vous en féliciter. Vous nous poussez, mais ce que vous nous avez demandé est réalisable, encore que nous ne serons peut-être pas en mesure de mettre pleinement en œuvre toutes les recommandations avant de nous revoir, en 2015, à l'occasion de la prochaine réunion mondiale du Forum.

La Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones fait du consentement préalable, libre et éclairé un principe à respecter. S'il n'est pas systématiquement appliqué, c'est que de nombreux gouvernements ne le respectent pas. Le FIDA ne peut pas garantir que les gouvernements nous écouteront, mais nous reconnaissons qu'il y a là un problème, et nous considérerons le consentement préalable, libre et éclairé comme un critère d'approbation des projets.

S'agissant des recommandations plus spécifiques, je voudrais souligner les questions du recueil de la documentation sur les bonnes pratiques; de l'augmentation de la capacité institutionnelle; de la participation pleine et entière, y compris à la supervision; de la reconnaissance à leur juste valeur des savoirs traditionnels; des mesures en faveur de groupes défavorisés; de l'action conjointe dans le plaidoyer; de la désignation de coordinateurs; et de dispositions concernant la communication. Toutes ces recommandations sont importantes, pertinentes et bienvenues. Nous nous efforcerons de les mettre en œuvre autant que nous le permettront les limites que vous connaissez.

Je souscris également à votre appel aux gouvernements afin qu'ils respectent les terres, les territoires et les ressources. Cet aspect est capital, et nous poursuivrons nos efforts pour tenter d'inverser les situations actuelles de non respect.

Enfin, j'apprécie vivement les engagements que vous formulez en tant que peuples autochtones. J'y vois de la réciprocité et un véritable partenariat.

Kevin Cleaver, Vice-Président adjoint, Département Gestion des programmes, FIDA



©FIDA/Giulio Napolitano

Échanges avec les représentants au Conseil d'administration

Richard Philippart, représentant du Luxembourg au Conseil d'administration

Je suis enchanté d'être ici, et je vois que les travaux du Forum se sont très bien passés. La synthèse des délibérations est un document à la fois important et intéressant, et je partage des observations du Vice-Président adjoint. Ces recommandations reflètent également ma propre expérience, et je conviens que les peuples autochtones doivent obtenir le juste soutien du FIDA. Veillons à ce que cela soit concrètement mis en œuvre.

Michael Bauer, représentant de l'Allemagne au Conseil d'administration

C'est pour moi un privilège que d'être ici et de prendre connaissance de l'impact que vous avez sur le FIDA. C'est une initiative heureuse qu'a prise le FIDA avec la création de ce Forum, et elle jouit d'un solide appui du Conseil d'administration.

Donatienne Hissard, Conseillère, Représentante permanente adjointe auprès du FIDA, France

Je me félicite de ce très intéressant résultat. Il est important que le FIDA s'occupe des plus vulnérables, et notamment des peuples autochtones. Un grand nombre de thèmes abordés ici sont considérés par la France comme des questions fondamentales, notamment le régime foncier responsable et la diversité culturelle. Ce partenariat renforce le rôle du FIDA sur la scène internationale. En tant que membres de l'organe directeur du FIDA, nous devrions nous assurer que les programmes sont réalisés sur la base du consentement préalable, libre et éclairé des populations concernées, et nous sommes prêts à vous aider à cet égard.

C'est Vicky Tauli-Corpuz qui a présenté la **Synthèse des délibérations** au Conseil des gouverneurs du FIDA, le 13 février 2013.

La synthèse a été présentée en même temps qu'un récit sur l'appui du FIDA au tourisme à assise communautaire, présenté par Pedro Tzerembo, membre du peuple Shuar qui vit dans la partie équatorienne de l'Amazonie. M. Tzerembo a délivré un message de paix et de sagesse, imprégné de l'énergie des esprits et des divinités de la forêt amazonienne, et adressé par ceux qui luttent chaque jour pour survivre au cœur de la forêt. Faisant spécialement référence à la présence de grandes compagnies minières qui constituent une menace pour l'habitat des peuples autochtones, qui constitue leur source de vie, il a lancé un appel à la fin des formes nuisibles de développement. Il s'est félicité de l'appui et de l'engagement du FIDA, en particulier par le biais de son financement d'un projet soumis par l'université IKIAM et visant à renforcer l'identité culturelle par le biais de la production d'objets d'art et d'artisanat typiques, de musique et de danse. Le projet reposait sur la vision du monde et l'approche spirituelle des Shuars, mettant en pratique un mode de vie durable pour les peuples autochtones, respectueux de l'environnement et en équilibre avec la nature.

Voir le lien à la vidéo à l'adresse:

<http://www.ifad.org/english/indigenous/forum/synthesis.htm>

**Pedro Francisco Tzerembo, President,
Red de Centros Turísticos Comunitarios
del Cantón Arajuno (REDCTC.CA), Ecuador**



©FIDA/Giulio Napolitano

Carlo Petrini, fondateur du Mouvement Slow Food International et de Terra Madre, a fait parvenir aux représentants des peuples autochtones réunis à l'occasion d'un dîner offert aux participants au Forum et dont le FIDA et Slow Food étaient les hôtes conjoints, le message d'amitié et d'affinité suivant:

"Nous avons appris à travailler ensemble, fermement convaincus que les savoirs traditionnels des peuples autochtones constituent une ressource précieuse pour toute l'humanité. Au cours des dernières années, l'alimentation et la culture alimentaire ont joué un rôle significatif dans les politiques mondiales. Pendant trop longtemps, la nourriture a été considérée comme un simple produit, et sa vraie valeur perdue. Aujourd'hui, on a largement pris conscience qu'en parlant nourriture nous ne parlons pas seulement d'économie, mais aussi de culture, de traditions, de santé, d'éducation, de paysages et d'environnement. Il s'agit d'une vision holistique qui place l'alimentation au centre des politiques mondiales.

Cette leçon, nous l'avons apprise des peuples autochtones, simplement parce que c'est ce qu'ils ont toujours mis en pratique. Dans la culture et les vies des peuples autochtones, l'alimentation est en harmonie avec la nature. Et c'est pourquoi les peuples autochtones ont désormais un rôle stratégique à jouer pour nous montrer la marche à suivre. Les dirigeants du monde doivent suivre ces bonnes pratiques. Ils doivent écouter leur voix et reconnaître que leurs idées doivent faire autorité. Les réseaux Terra Madre et Slow Food œuvrent depuis longtemps, y compris par le biais des rencontres Indigenous Terra Madre, à la protection de ces valeurs. Et aujourd'hui, ils prennent conscience, plus que jamais que ce travail peut changer le destin de l'humanité.

C'est pourquoi le Forum constitue pour nous tous une raison d'espérer. Nous suivons de près votre travail et la sensibilité du FIDA, qui a compris que vous êtes, au niveau mondial, des acteurs politiques de premier plan. C'est aussi pour cette raison que j'espère voir les problèmes que vous soulevez retenir l'attention partout dans le monde, non seulement parce qu'ils peuvent être une source d'espoir, mais parce qu'ils renforcent la coopération et la solidarité, la culture et la politique. Si nous voulons utiliser un concept unificateur, c'est un signe profond de paix".

Voir le lien à la vidéo à l'adresse: <http://www.ifad.org/english/indigenous/forum/index.htm>

On pourra trouver des informations supplémentaires sur le Forum, du matériel d'information générale, vidéos, photos, etc. à l'adresse:
<http://www.ifad.org/english/indigenous/forum/index.htm>

ANNEXE A

LISTE DES PARTICIPANTS

REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DES PEUPLES AUTOCHTONES

AFRIQUE

Mme Saudata Walet Aboubacrine, Coordinatrice, Association Tin Hinan, Burkina Faso

M. Abou Intchirwak, Organisation Tidawt, Niger

M. Moses Khumub, Tsintsabis Trust, Namibie

Mme Agnes Leina, Directrice exécutive, Il'laramatak Community Concerns (ICC), Kenya

Mme Jacqueline Wanjiru Macharia, Organisation pour le développement intégré des pasteurs Mainyoito (MPIDO); Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Partenaire régionale du Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones, Kenya

Mme Adolphine Buayuwa Muley, Coordinatrice nationale, Union pour l'émancipation de la femme autochtone (UEFA); Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, R.D. Congo

M. Moses Mutumba, Directeur du programme, Initiative de développement à assise multicommunautaire (MUCOBADI), Ouganda

Mme Kamira Nait Sid, Vice-Présidente du congrès mondial Amazigh; Présidente de l'association de femmes de Kabylie; Vice-Présidente de l'Association des populations de montagne du monde pour l'Afrique du nord, Algérie

Mme Hindou Oumarou Ibrahim, Association des Femmes Peuples Autochtones du Tchad (AFPAT); Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPACC), Tchad

M. Karimu Unusa, Association Mbororo de développement social et culturel (MBUSCUIDA), Cameroun

M. Wolde Gossa Tadesse, Chargé de programme, Fonds Christensen; Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Membre du bureau du Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones, Éthiopie

ASIE ET PACIFIQUE

Mme Margarita Bacoco, Superviseure provinciale, Centre Montanosa de recherche et de développement (MRDC), Philippines

Mme Joan Carling, Secrétaire générale, Pacte asiatique des peuples autochtones (AIPP); Membre du bureau du Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones, Philippines

M. Laljibai Gafurbahai Desai, Directeur exécutif, MARAG; Secrétaire général, Alliance mondiale des peuples autochtones mobiles (WAMIP); Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Inde

Mme Rufina Peter, Chercheuse principale, Institut des affaires nationales de Papouasie-Nouvelle-Guinée; Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Papouasie-Nouvelle-Guinée

M. Sochea Pheap, Président, Association de la jeunesse autochtone du Cambodge (CIYA), Cambodge

M. Raja Devasish Roy, Membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII), Bangladesh

M. Ang Kaji Sherpa, Fédération népalaise des nationalités autochtones (NEFIN), Népal

Mme Victoria Tauli-Corpuz, Directrice exécutive de la Fondation Tebtebba; Présidente du réseau des femmes autochtones d'Asie (AIWN); Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Partenaire régionale du Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones, Philippines

Mme Anima Pushpa Toppo, Présidente, Jharkhand Jangal Bachao Andolan (JJBA), Inde

M. Anthony Wale, Directeur exécutif, Aoke Langanga Constituency Apex Association (ALCAA), Îles Salomon

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Mme Sara Raquel Benítez Méndez, Association Mborayu Pora, Paraguay

M. Nicolás Betis Gómez, Vice-coordonateur, Coordination des organisations autochtones du Bassin de l'Amazone (COICA); Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Venezuela

Mme Mauricia Castro, Présidente, Association des producteurs autochtones de Yoro (APROINY), Honduras

M. Gregory Juan Ch'oc, Directeur exécutif, Institut Sarstoon Temash pour la gestion autochtone (SATIIM), Belize

Mme Myrna Cunningham, Membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII); Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA; Membre du bureau du Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones, Nicaragua

M. Armando Edwin, Président, gouvernement territorial Matumbak (GTI-Matumbak), Nicaragua

Mme Abigail Grajales Cabrera, Coordination nationale des peuples autochtones du Panama (COONAPIP); Déléguée au Conseil des autochtones d'Amérique centrale (CICA), Panama

Mme Otilia Inés Lux de Coti, Directrice exécutive, Forum international des femmes autochtones (FIMI); Partenaire régionale du Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones, Guatemala

Mme Juana Segura, Communicatrice autochtone, Fédération des femmes autochtones de Anta (FEMCA); Réseau continental des femmes autochtones, Pérou

M. Pedro Francisco Tzerembo, Président, Réseau des Centres touristiques communautaires du Canton d'Arajuno (REDCTC.CA), Équateur

PERSONNES RESSOURCES

Mme Sohayata Maiga, Commissaire, Union africaine; Présidente du Groupe de travail d'experts de la Commission Africaine sur les populations/communautés autochtones, Mali

Mme Chandra Roy-Henriksen, Chef du Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII)

Mme Ariel Halpern, Coordinatrice Asie et Pacifique, PROCASUR

Mme Giulia Pedone, Responsable de la coordination pour les questions des peuples autochtones, PROCASUR

Mme Maija Peltola, Directrice générale, PROCASUR

PERSONNEL DU FIDA

- M. Hokeun Ahn**, Chargé de programme spécial, Division Asie et Pacifique (APR)
- M. Jean-Philippe Audinet**, Conseiller technique principal, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- Mme Verónica Alliende**, Assistante de programme, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- M. Ambrosio Barros**, Chargé de programme de pays adjoint, Division Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)
- M. Mohamed Beavogui**, Directeur, Bureau de la mobilisation des ressources et des partenariats (PRM)
- Mme Clare Bishop-Sambrook**, Conseillère technique principale, Genre, autonomisation et inclusion sociale (PTA)
- M. Zachary John Bleicher**, Bureau de liaison du FIDA pour l'Amérique du Nord (NALO)
- Mme Khalida Bouzar**, Directrice, Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN)
- M. Nigel Brett**, Chargé de programme de pays, Division Asie et Pacifique (APR)
- M. Adolfo Brizzi**, Directeur, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- Mme Federica Cerulli**, Fonctionnaire chargée des fonds supplémentaires, Bureau de la mobilisation des ressources et des partenariats (PRM)
- M. Kevin Cleaver**, Vice-Président adjoint, Département Gestion des programmes (PMD)
- Mme Antonella Cordone**, Coordinatrice des questions autochtones et tribales, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- M. Francisco David e Silva**, Conseiller pour le portefeuille, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)
- M. Ides de Willebois**, Directeur, Division Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)
- M. Jean-Maurice Durand**, Conseiller technique, Régimes fonciers, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- M. Khalid El Harizi**, Chargé de programme de pays, Division Asie et Pacifique (APR)
- M. Tawfiq El Zabri**, Fonctionnaire chargé de la gestion axée sur les résultats, Division Asie et Pacifique (APR)
- M. Samuel Eremie**, Chargé de programme de pays, Division Afrique orientale et australe (ESA)
- Mme Natalia Espinel**, Assistante de programme, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- M. Grayson Ferrari dos Santos**, Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)
- Mme Ariane Frier-Ferrari**, Fonctionnaire chargée de la gestion du portefeuille, Division Afrique orientale et australe (ESA)
- Mme Cristina Fumo**, Assistante, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- Mme Valeria Galletti**, Consultante, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- Mme Beatrice Gerli**, Consultante, Division des politiques et du conseil technique (PTA)
- Mme Cintia Guzmán**, Fonctionnaire chargée du budget et des résultats, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)
- M. Ron Hartman**, Chargé de programme de pays, Division Asie et Pacifique (APR)
- M. Roberto Haudry**, Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)
- Mme Sirpa Jarvenpaa**, Directrice, Bureau du Président et du Vice-Président (OPV)
- M. Luis Jiménez-McInnis**, Conseiller spécial du Président, Bureau du Président et du Vice-Président (OPV)
- Mme Esther Kasalu-Coffin**, Chargée de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Jaana Keitaanranta, Chargée de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Sabina Khatri, Stagiaire, Division des politiques et du conseil technique (PTA)

Mme Hoonae Kim, Directrice, Division Asie et Pacifique (APR)

M. Chung Jin Kim, Fonctionnaire chargé des partenariats, Bureau de la mobilisation des ressources et des partenariats (PRM)

M. Prashanth Kotturi, Analyste, Recherche en matière d'évaluation, Bureau indépendant de l'évaluation (IOE)

Mme Rosalie Lehel, Fonctionnaire chargée de l'appui au Programme de gestion des ressources naturelles, Division Afrique orientale et australe (ESA)

Mme Annabelle Lhommeau, Chargée de programme de pays, Division Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)

M. Roberto Longo, Conseiller technique, Division des politiques et du conseil technique (PTA)

M. Joaquin Lozano, Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Emma Jessie McGhie, Stagiaire, Questions autochtones et tribales, Division des politiques et du conseil technique (PTA)

Mme Laure Martin, Analyste régionale, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Sylvie Marzin, Chargée de l'appui à l'exécution, Division Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)

M. Robson Mutandi, Directeur et représentant pour le pays, Région Afrique orientale et australe (ESA), Bureau de pays du FIDA en Éthiopie

Mme Yurie Naito, Administratrice du personnel, Division Asie et Pacifique (APR)

M. Marcelin Norvilus, Fonctionnaire présent dans le pays (Haïti), Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Chase Palmeri, Chargée de programme de pays, Division Asie et Pacifique (APR)

M. Francisco Pichón, Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Antonella Piccolella, Consultante, Division Environnement et climat (ECD)

M. Mattia Prayer-Galletti, Fonctionnaire principal chargé de l'évaluation, Bureau indépendant de l'évaluation (IOE)

M. Jesús Quintana, Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

M. Thomas Rath, Chargé de programme de pays, Division Asie et Pacifique (APR)

M. Philippe Remy, Chargé de programme de pays, Division Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)

M. Tomás Rosada, Spécialiste principal du développement rural, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Anne-Laure Roy, Conseillère technique, Division des politiques et du conseil technique (PTA)

M. Périn Saint Ange, Directeur, Division Afrique orientale et australe (ESA)

M. Carlos Seré, Responsable principal des stratégies de développement, Département de la stratégie et de la gestion des savoirs (SKM)

M. Paolo Silveri, Chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Josefina Stubbs, Directrice, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

M. Ganesh Thapa, Économiste principal, Division Asie et Pacifique (APR)

M. Benoit Thierry, Chargé de programme de pays, Division Asie et Pacifique (APR)

M. Jakob Tuborgh, Chargé de programme de pays adjoint, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Rosemary Vargas-Lundius, Chercheuse principale, Division des études et des statistiques pour le développement (SSD)

Mme Soraya Vicente Matias, Assistant, Division des politiques et du conseil technique (PTA)

Mme Cassandra Waldon, Directrice, Division des Communications (COM)

Mme Cleona Wallace, Fonctionnaire chargée de l'appui à la gestion des savoirs, Division Asie et Pacifique (APR)

Mme Wanaporn Yangyuentham, Analyste, Recherche en matière d'évaluation, Bureau indépendant de l'évaluation (IOE)

ORGANISATIONS PARTENAIRES (OBSERVATEURS)

M. Mario Acunzo, Fonctionnaire chargé de la communication pour le développement, FAO

Mme Vanda Altarelli, Présidente, Société pour des initiatives et des activités nouvelles (SONIA-NGO), Italie

M. Alberto Bencivenga, Ecoterra

M. Paul Bordoni, Chercheur adjoint, Bioversity International, Italie

Mme Maria Francesca Chianese, Université de Rome, la Sapienza

Mme Ida Christensen, Sociologue spécialiste des questions rurales, Division du Centre d'investissement (TCIO), FAO

Mme Laura Ciacci, Slow Food

Mme Flavia Cuturi, Professeur d'anthropologie, Université de Naples "l'Orientale"

M. Yon Fernández de Larrinoa, Bureau de la communication, des partenariats et des activités de plaidoyer, FAO

Mme Tiziana Forte, Consultante internationale, Forum international des femmes autochtones (FIMI)

Mme Julia Galway-Witham, Étudiante en anthropologie, Université de Durham, Royaume-Uni

Mme Maris Gavino, Femmes organisant le changement dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles (WOCAN), Rome

Mme Lola García-Alix, Directrice exécutive, Groupe international de travail pour les peuples autochtones (IWGIA), Danemark

Prof Alfonso Giordano, Professeur adjoint, Développement durable et flux migratoires, et Géographie économique, Université LUISS, Rome

Prof Maurizio Gnerre, Professeur d'anthropologie linguistique et d'ethnolinguistique, Université de Naples "l'Orientale"

M. Thomas Griffiths, Coordinateur du programme de financement et Conseiller pour la formulation des politiques, Programme pour les peuples forestiers, Angleterre

M. Orlando Guzmán Vásquez, Costa Rica

M. Mustapha Haruso, FAO

Mme Annarita Imbucci, CESVI, Roma

Mme Kåthe Jepsen, Assistante de programme pour les droits humains, Groupe international de travail pour les peuples autochtones (IWGIA), Danemark

M. Rainer Krell, Fonctionnaire chargé des ressources naturelles, Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers (NRC), FAO

Mme Annalisa Mauro, Chargé de programme, Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC)

Mme Sara Manetto, Plateforme de la biodiversité agricole - Bioversity International, Rome

M. Pablo Manzano, Coordinateur mondial, WISP (Initiative mondiale pour un pastoralisme durable); IUCN (Union mondiale pour la conservation de la nature), Kenya

M. Francesco Mazzone, Anthropologue principal, Italie

Mme Susana Márquez, Argentine

M. Francesco Martone, Conseiller en matière de politiques, Programme pour les peuples forestiers, Italie
M. Carlos Mermot, MERCOSUR, Uruguay
Prof Umberto Mondini, Professeur d'Histoire des religions, Université la Sapienza, Rome
Mme Aida Perello, FAO
Mme Alejandra Pero, Chargée de liaison (société civile), OCPP, FAO
Mme Carla Pratesi, Oxfam, Italie
M. Thomas Price, Innovation agricole et société, FAO
M. Álvaro Ramos, MERCOSUR, Uruguay
Mme Mia Rowan, Rédactrice (langue anglaise) et spécialiste des médias sociaux, Mécanisme mondial de l'UNCCD
Mme Stella Schiavon, Slow Food
M. Jeremie Saltokod, Tchad
Mme Jennifer Tauli Corpuz, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
M. Michael Taylor, Chargé de programme, Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC)
M. Paolo Tedeschini Lalli, Consultant (société civile), OCPP, FAO

ÉQUIPE AUDIO-VISUEL

M. Francesco Cabras, Directeur, Équipe vidéo
M. Alessio Costantino, Équipe vidéo
Mme Mariaeleonora D'Andrea, Équipe vidéo
Mme Birgitte Feiring, Rapporteur
M. Christopher Antony Flower, Équipe vidéo
M. Marco Gandolfo, Équipe vidéo
M. Alberto Molinari, Directeur adjoint, Équipe vidéo
M. Sante Rutigliano, Musique

RAPPORT SOCIAL

Mme Laura Arcari
M. Bob Baber
Mme Emanuela Berti
Mme Mariangela Canestrella
Mme Daniela Cuneo
Mme Ilaria Firmian
Mme Carla Francescutti
Mme Barbara Gravelli
M. Tim Ledwith
Mme Maria Elena Mangiafico
M. David Paquí
Mme Monica Romano
Mme Roxanna Samii
M. Neil Sorensen
Mme Alexandra Spinelli
M. Beate Stalsett
M. Sundeep Vaid
Mme Soraya Vicente
Mme Luisa Volpe

ANNEXE B

ORDRE DU JOUR DE LA PREMIÈRE RÉUNION MONDIALE DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES AU FIDA

Lundi 11 février 2013

- Lieu: Siège du FIDA, salle de conférences Italie
- 10:00-10:45 **Session inaugurale**
- Présidence:** Kevin Cleaver, Vice-Président adjoint, Département Gestion des programmes, FIDA
- Cérémonie d'ouverture des peuples autochtones**
- Vidéo** sur la création du Forum des peuples autochtones au FIDA
- Propos de bienvenue** de M. Kanayo Nwanze, Président du FIDA
- Allocutions liminaires des membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA:** Myrna Cunningham, membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (Amérique latine et Caraïbes); Victoria Tauli-Corpuz, Directrice exécutive de la Fondation Tebtebba (Asie et Pacifique); Adolphine Muley, Coordonnatrice nationale de l'Union pour l'émancipation de la femme autochtone (Afrique)
- Tour de table** – Présentation des participants par eux-mêmes
- Présentation et approbation de l'ordre du jour**
- Observations de la présidence
- 10:45-11:00 **Pause café**
- Présidence:** Devasish Roy, membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones
- 11:00-11:10 **Exposé sur les progrès dans la mise en œuvre de la feuille de route 2011-2013 approuvée par l'atelier au cours duquel a été établi le Forum des peuples autochtones au FIDA (2011):** Vue d'ensemble présentée par Antonella Cordone, Coordonnatrice pour les questions autochtones et tribales
- 11:10-12:15 **Exposé sur les recommandations issues des ateliers tenus en 2012 dans les régions Asie et Pacifique, Afrique, et Amérique latine et Caraïbes, et conclusions des études de cas conduites par les peuples autochtones sur des projets financés par le FIDA:** vue d'ensemble régionale présentée par Joan Carling, Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) (Asie et Pacifique); Jacqueline Wanjiru Macharia, Organisation de développement intégré des pasteurs de Mainyoito (Afrique); Myrna Cunningham, Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (Amérique latine et Caraïbes)
- 12:15-13:00 **Débat**

- 13:00-14:00 **Pause déjeuner**
- 14:00-17:00 **Réunions parallèles des groupes de travail régionaux:**
Renforcer l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones sur le terrain
Présidences: Directeurs régionaux
- Afrique, salle de conférences Ovale
 - Asie et Pacifique, salle de conférences C-500
 - Amérique latine et Caraïbes, salle de conférences Italie
- 17:00 Fin des travaux des groupes de travail
- 17:00-18:30 Les rapporteurs préparent une déclaration écrite de deux pages sur le plan d'action du Forum pour 2013-2014

Mardi 12 février 2013

- Lieu: Siège du FIDA, salle de conférences Italie
- Présidence:** Carlos Seré, Responsable principal des stratégies de développement, Bureau de la stratégie et de la gestion des savoirs, FIDA
- 9:30-10:00 **Séance plénière:** rapports des réunions tenues lundi par les trois groupes de travail régionaux sur le thème Renforcer l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones sur le terrain
- 10:00-10:30 Débat et consensus sur le plan d'action du Forum pour 2013-2014
- 10:30-10:50 **Vers la Conférence mondiale des Nations Unies sur les peuples autochtones et l'Agenda post-2015:** Joan Carling, Secrétaire générale de l'AIPP et membre du Comité mondial de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les peuples autochtones; Victoria Tauli-Corpuz, Directrice exécutive de la Fondation Tebtebba
- 10:50-11:15 Débat
- 11:15-11:30 **Pause café**
- Présidence:** Jean-Philippe Audinet, Conseiller technique principal, Division des politiques et du conseil technique, FIDA
- 11:30-12:30 **Séance plénière:** présentation, examen et approbation par les représentants des peuples autochtones de la brève synthèse des délibérations, et préparation en vue de la présentation au Conseil des gouverneurs
- 12:30-14:00 **Pause déjeuner**
- Présidence:** Clare Bishop-Sambrook, Conseillère technique principale, Genre, autonomisation et inclusion sociale, Division des politiques et du conseil technique, FIDA
- 14:00-15:30 **Ouvrir davantage de possibilités aux femmes autochtones en tant qu'actrices clés du bien-être des peuples autochtones: comment renforcer les éléments traditionnels – moyens de subsistance, économie communautaire et savoirs:**
Myrna Cunningham, membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, Amérique latine et Caraïbes; Anima Pushpa Toppo, Coordinateur, Jharkhand Jangal Bachao Andolan, Asie; Agnes Leina, Il'laramatak Community Concerns (ICC), Afrique
- Présidence:** Adolfo Brizzi, Directeur, Division des politiques et du conseil technique, FIDA

15:30-17:00 **Séance plénière finale, ouverte aux représentants au Conseil d'administration du FIDA**

- Lecture de la brève Synthèse des délibérations
- Réactions de la direction du FIDA (Vice-Président adjoint, FIDA)
- Échanges avec les représentants du Conseil d'administration
- Clôture du Forum des peuples autochtones au FIDA, par le Vice-Président adjoint, FIDA

Cérémonie de clôture des peuples autochtones

19:30 Dîner à Eataly, dont le mouvement Slow Food sera également l'hôte

Mercredi 13 février 2013

Trente-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Les participants au Forum des peuples autochtones sont invités à assister, en qualité d'observateurs, au Conseil des gouverneurs. La Synthèse des délibérations du Forum des peuples autochtones sera présentée en séance plénière au Conseil des gouverneurs le 13 février à 10 h 30.

ORDRES DU JOUR DES RÉUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL RÉGIONAUX

Amérique latine et Caraïbes

Lundi 11 février

Renforcer l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones sur le terrain

Lieu de la réunion: Salle de conférences Italie

Présidente du groupe de travail: Mme J. Stubbs, Directrice de la Division Amérique latine et Caraïbes

Rapporteur du groupe de travail: Francisco Pichon, chargé de programme de pays, FIDA. Un rapporteur sera également désigné par les représentants des peuples autochtones de la région.

Participants: les groupes de travail régionaux réunissent des représentants des peuples autochtones des différentes régions et des membres du personnel du FIDA travaillant au sein des divisions régionales, de PTA et de SKM. Ces groupes procéderont à un examen approfondi des recommandations des ateliers régionaux tenus dans la région Amérique latine et Caraïbes; ils examineront aussi les conclusions des études de cas conduites par les peuples autochtones sur des projets financés par le FIDA, et analyseront ce qui "fonctionne" et que le FIDA devrait continuer à faire et à reproduire à plus grande échelle, et ce qui devrait être amélioré.

Le résultat de l'atelier consiste en un plan d'action régional 2013-2014 sur le renforcement de l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones au niveau des pays et de la région.

- 14:00-14:15 Brève introduction sur les défis et les possibilités au niveau régional, Francisco Pichon, Chargé de programme de pays
- 14:15-14:30 Présentations des recommandations issues de la réunion de l'atelier régional pour la région Amérique latine et Caraïbes dans la perspective de la réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, Myrna Cunningham, Membre de l'UNPFII sur:
- les programmes et projets financés par le FIDA
 - la concertation au niveau des pays
 - la communication et la gestion des savoirs
- 14:30-17:00 Débat et détermination des mesures concrètes à inscrire dans le Plan d'action du Forum pour 2013-2014
- 17:00-18:30 Les rapporteurs préparent une déclaration écrite de deux pages sur le Plan d'action régional du Forum pour 2013-2014

Asie et Pacifique

Lundi 11 février

Renforcer l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones sur le terrain

Lieu de la réunion: Salle C-500

Présidente du groupe de travail: Hoonae Kim, Directrice de la Division Asie et Pacifique du FIDA

Rapporteur du groupe de travail: Ganesh Thapa, Économiste régional, Division Asie et Pacifique, FIDA. Un rapporteur sera également désigné par les représentants des peuples autochtones de la région.

Participants: les groupes de travail régionaux réunissent des représentants des peuples autochtones des différentes régions et des membres du personnel du FIDA travaillant au sein des divisions régionales, de PTA et de SKM. Ces groupes procéderont à un examen approfondi des recommandations des ateliers régionaux tenus dans la région Asie et Pacifique; ils examineront aussi les conclusions des études de cas conduites par les peuples autochtones sur des projets financés par le FIDA, et analyseront ce qui "fonctionne" et que le FIDA devrait continuer à faire et à reproduire à plus grande échelle, et ce qui devrait être amélioré.

Le résultat de l'atelier consiste en un plan d'action régional 2013-2014 sur le renforcement de l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones au niveau des pays et de la région.

- 14:00-14:10 Exposé sur l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones et tribaux dans la région Asie et Pacifique: sur les défis et possibilités, Ganesh Thapa, Économiste régional, Division Asie et Pacifique
- 14:10-14:30 Présentation, par un représentant des peuples autochtones, des recommandations issues de la réunion de l'atelier régional pour la région Asie sur les programmes et projets financés par le FIDA
- 14:30-15:15 Débat et détermination des mesures concrètes à inscrire dans le Plan d'action du Forum pour 2013-2014
- 15:15-15:30 Présentation, par un représentant des peuples autochtones, des recommandations issues de la réunion de l'atelier régional pour la région Asie sur la concertation sur les politiques au niveau des pays
- 15:30-16:15 Débat et détermination des mesures concrètes à inscrire dans le Plan d'action du Forum pour 2013-2014
- 16:15-16:20 Présentation, par un représentant des peuples autochtones, des recommandations issues de la réunion de l'atelier régional pour la région Asie sur la communication et la gestion des savoirs
- 16:20-16:50 Débat et détermination des mesures concrètes à inscrire dans le Plan d'action du Forum pour 2013-2014
- 16:50-17:00 Observations finales, par le Directeur de la Division Asie et Pacifique
- 17:00-18:30 Les rapporteurs préparent une déclaration écrite de deux pages sur le Plan d'action pour 2013-2014

Afrique

Lundi 11 février

Renforcer l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones sur le terrain

Lieu de la réunion: Salle de conférences Ovale

Coprésidents du groupe de travail: Ides de Willebois, Directeur, Division Afrique de l'Ouest et du Centre, et Périn Saint Ange, Directeur, Division Afrique orientale et australe

Rapporteur du groupe de travail: Samuel Eremie, Chargé de programme de pays, Division Afrique orientale et australe

Participants: les groupes de travail régionaux réunissent des représentants des peuples autochtones des différentes régions et des membres du personnel du FIDA travaillant au sein des divisions régionales, de PTA et de SKM. Ces groupes procéderont à un examen approfondi des recommandations de l'atelier régional tenu en Afrique (Nairobi, novembre 2012) et des conclusions des études de cas conduites par les peuples autochtones sur des projets financés par le FIDA, et analyseront ce qui "fonctionne" et que le FIDA devrait continuer à faire et à reproduire à plus grande échelle, et ce qui devrait être amélioré.

- 14:00-14:15 Introduction sur la situation des peuples autochtones en Afrique, Sohoyata Maiga, Commissaire, Présidente du Groupe de travail d'experts de la Commission Africaine sur les populations/communautés autochtones
- 14:15-14:25 Les groupes cibles du FIDA en Afrique, Jean-Philippe Audinet, Conseiller technique principal, Division des politiques et du conseil technique, FIDA
- 14:25-15:15 Débat
- 15:15-15:30 Un représentant des peuples autochtones présente les recommandations issues de l'atelier préparatoire régional pour l'Afrique sur trois points:
- programmes et projets financés par le FIDA
 - concertation sur les politiques au niveau des pays
 - communication et gestion des savoirs
- 15:30-16:40 Débat sur l'alignement des attentes en vue d'un partenariat plus efficace entre le FIDA et les peuples autochtones
- 16:40-17:00 Observations finales et marche à suivre, par les Directeurs de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre et de la Division Afrique orientale et australe

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR LE PRÉSIDENT DU FIDA À L'OUVERTURE DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES

Estimés représentants des peuples autochtones,
Partenaires et collègues,
Mesdames, Messieurs,

Regardant autour de moi, j'éprouve un grand plaisir à voir de nombreux visages familiers. Certains d'entre nous se sont rencontrés l'an dernier à Rio. D'autres étaient ici, il y deux ans, lors de l'atelier tenu pour la création de ce Forum.

À chacun d'entre vous, amis anciens et nouveaux, je souhaite très chaleureusement la bienvenue au siège du FIDA pour cette toute première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones.

Je voudrais particulièrement remercier ceux qui sont venus de loin pour être parmi nous aujourd'hui. Votre présence et vos contributions seront très précieuses pour le succès de cette réunion.

Pour le FIDA, le Forum joue un rôle très spécifique. Il offre une occasion d'améliorer la manière dont nous travaillons avec les peuples autochtones à chaque étape – des partenariats mondiaux pour le plaidoyer à la formulation de stratégies de pays, à la conception des projets de développement et à leur exécution et leur évaluation, à des milliers de kilomètres d'ici.

Cette réunion mondiale offre aux dirigeants et aux Gouverneurs du FIDA l'occasion d'entendre directement, de la part des peuples autochtones, ce qu'ils ont à dire à propos des problèmes qui affectent leurs vies, et à propos de leur vision du développement. Elle offre aussi l'occasion aux représentants des peuples autochtones d'observer le déroulement des travaux du Conseil des gouverneurs, la plus haute instance dirigeante de notre institution.

Votre contribution nous aidera à faire en sorte que les initiatives de développement appuyées par le FIDA répondent aux besoins particuliers des peuples autochtones et tribaux et des minorités ethniques des pays en développement.

Tout en reconnaissant et respectant les nombreuses différences entre les cultures, les moyens de subsistance et les traditions, nous n'ignorons pas aussi qu'il existe souvent des points communs entre les peuples autochtones, en particulier lorsqu'il s'agit des relations entre les sociétés, les territoires et les ressources naturelles.

Malheureusement, les peuples autochtones sont souvent victimes de marginalisation et de discrimination. Trop souvent, ils ne possèdent pas de droits sur la terre, les territoires et les ressources qui les ont nourris pendant des générations.

Et bien trop souvent, la pauvreté en est la conséquence. Cela explique pourquoi les peuples autochtones représentent 5% de la population mondiale totale, mais 15% des pauvres du monde. Et c'est pourquoi une institution comme le FIDA, dont la mission est de réduire la pauvreté rurale et la faim, doit consentir un effort particulier pour aller à la rencontre des peuples autochtones afin que nous puissions travailler ensemble, en partenariat.

Vous savez que le FIDA appuie des projets qui aident les populations rurales pauvres à produire davantage d'aliments, à acquérir de nouvelles compétences, à bâtir des organisations solides et à faire entendre leur voix dans les décisions qui affectent leurs vies.

Le FIDA a pour but d'atteindre 90 millions de personnes d'ici 2015, et d'aider 80 millions d'entre elles à sortir de la pauvreté. Nous devons, pour y parvenir, être plus efficaces dans les actions entreprises pour atteindre et faire participer les peuples autochtones qui vivent dans les zones où le FIDA intervient.

Lors de mes entretiens avec plusieurs de vos dirigeants à la Conférence internationale de Rio, l'an dernier, j'ai appris avec grand plaisir que de nombreux peuples autochtones considèrent le FIDA comme un partenaire apprécié et important.

Pour le FIDA également, les peuples autochtones sont des partenaires appréciés. Vous êtes nombreux à posséder des savoirs uniques sur les écosystèmes que vous gérez et sur les espèces animales et végétales que vous avez domestiquées au cours des générations.

Vous avez beaucoup à partager sur les moyens de vivre, de travailler et de cultiver d'une manière qui prenne en compte les générations futures.

Il y a trois ans, le FIDA, le Fonds a adopté une politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones. Ce Forum doit nous offrir une occasion d'évaluer les progrès et d'améliorer la mise en œuvre de cette politique.

Les études de cas que vous avez déjà réalisées sur des projets financés par le FIDA contribueront à ce travail. Nous apprécions particulièrement vos évaluations quant aux pratiques méritant d'être reproduites à plus grande échelle et celles qui doivent être encore améliorées.

Étant donné que la politique du FIDA est axée sur des principes conduisant à un engagement concret et durable sur le terrain, permettez-moi de vous faire part de quelques-unes de nos récentes réalisations.

Le FIDA finance actuellement près de 240 projets. Environ 30% d'entre eux apportent un appui à des communautés autochtones dans 38 pays, pour un investissement total de l'ordre de 800 millions d'USD.

Le projet PROCORREDOR exécuté en Équateur offre un bon exemple de l'action du FIDA à l'appui des peuples autochtones. Le projet a adopté une approche inhabituelle et innovante qui combine génération de revenus et redynamisation culturelle. Les peuples autochtones, qui ont une longue tradition artisanale, acquièrent de nouvelles compétences en matière de commercialisation et de présentation, afin de pouvoir profiter de l'essor du secteur de l'écotourisme en Équateur.

La réussite du projet a été due, en grande partie, au fait que les activités ont été déterminées par les communautés autochtones elles-mêmes.

Un regard plus général sur les activités du FIDA montre que des progrès sensibles ont été réalisés dans le cadre du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones. Il s'agit d'un programme spécialisé qui octroie, sur une base communautaire, des dons destinés à des projets de développement.

Les dirigeants autochtones sont majoritaires au sein du conseil d'administration du mécanisme, et les organisations des peuples autochtones en sont les co-gestionnaires au niveau régional. Beaucoup d'entre eux sont présents ici aujourd'hui, et j'attends avec intérêt ce qu'ils nous diront de leurs expériences en rapport avec le mécanisme.

Depuis 2007, le mécanisme a approuvé plus de 100 projets. Chacun de ces projets est conçu et exécuté par des communautés autochtones, en fonction de leurs points de vue et de leurs besoins.

Les peuples autochtones constituent une part significative du groupe cible du FIDA. Je voudrais, aujourd'hui, réitérer l'engagement du FIDA à œuvrer en faveur de l'équité et l'opportunité économique pour les peuples autochtones, et à préserver leur droit à un développement autonome.

Je suis heureux de voir que les membres du personnel sont nombreux parmi nous aujourd'hui. Votre participation à ce dialogue est essentielle pour nous aider à mieux atteindre les peuples autochtones afin que nous obtenions de meilleurs résultats sur le terrain.

Les ateliers qui se sont tenus dans trois régions – Afrique, Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes – ont aussi fourni de très précieuses occasions de prendre connaissance des besoins et des priorités des peuples autochtones.

Nous espérons que ce Forum ne constituera pas seulement une plateforme de consultation et de débat, mais qu'il débouchera également sur des résultats concrets sous la forme d'une participation accrue des peuples autochtones aux opérations du FIDA.

Notre espoir est aussi qu'il contribue utilement à l'élaboration de stratégies dans la perspective de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones qui se tiendra l'an prochain à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. J'ai appris avec plaisir que les ateliers régionaux qui se sont tenus avant la réunion du Forum ont déjà contribué à vos préparatifs en vue de cette Conférence. Nous examinons actuellement les moyens par lesquels nous pourrions accentuer notre soutien dans cet important processus.

C'est maintenant que commence le vrai travail! Votre participation durant les prochains jours, en particulier au cours des réunions des groupes de travail régionaux, devrait déboucher sur un plan d'action qui guidera notre partenariat pendant les deux prochaines années.

J'ai bon espoir que ce Forum améliorera l'efficacité du FIDA dans ses programmes et projets, et qu'il contribuera également à la gestion des savoirs et à la concertation sur les politiques au niveau des pays.

En fin de compte, il devrait avoir pour résultat de multiplier les possibilités pour les peuples autochtones dans toutes les communautés rurales où intervient le FIDA.

C'est en vérité pour nous un honneur et un privilège que cette réunion du Forum se tienne au FIDA. Il s'est avéré, au cours des années, que nombre d'entre vous dans cette salle étaient, pour le FIDA, parmi les partenaires du développement les plus résolus.

Vous m'aurez souvent entendu dire que le développement ne peut pas être imposé de l'extérieur. Pour pouvoir croître, chaque arbre, chaque plante doit être profondément enraciné dans son propre sol. Les traditions et les savoirs ici présents aujourd'hui sont précisément les éléments qu'il convient de cultiver si nous voulons parvenir à des améliorations réelles et durables dans les zones rurales du monde en développement.

Au nom de chacun au FIDA, je me réjouis à la perspective d'un partenariat fructueux pendant de nombreuses années.

Je vous remercie.

L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES ET LE FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES

La première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones, qui s'est tenue au siège du FIDA les 11 et 12 février 2013, a rassemblé 34 participants (dont un peu plus de la moitié étaient des femmes), représentant 27 pays des régions Asie et Pacifique, Afrique, et Amérique latine et Caraïbes. Le Forum avait pour but de faire entendre la voix des peuples autochtones partout dans le monde, et notamment d'évoquer les problèmes du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes.

La question de l'égalité hommes-femmes a été l'un des dénominateurs communs des trois ateliers régionaux tenus au dernier trimestre de l'année 2012, dans le cadre de la préparation du Forum. Alors que la région Amérique latine et Caraïbes soulignait l'importance de l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels au cours de la conception, le suivi et l'exécution des projets, la région Asie et Pacifique mettait en relief l'importance des initiatives de renforcement des capacités axées sur les femmes et les jeunes, et l'Afrique soulignait la nécessité de promouvoir l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes par le biais des programmes et projets du FIDA.

La dimension de l'égalité hommes-femmes a également été enrichie par les trois témoignages provenant de différentes régions et présentés au cours de la séance consacrée au thème "Ouvrir davantage de possibilités aux femmes autochtones en tant qu'actrices clés du bien-être des peuples autochtones: comment renforcer les moyens de subsistance traditionnels, l'économie communale et les savoirs". Voir à ce propos le rapport, extrait d'un blog, présenté dans l'encadré 1.

Enfin, la Synthèse des délibérations de la toute première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones contient, parmi de nombreuses autres, la recommandation spécifique adressée au FIDA et l'invitant à "élaborer des mesures de discrimination positive en faveur des peuples autochtones et parmi eux, en particulier, des femmes et des jeunes".

*Préparé par Sabina Khatri et Giulia Castro,
équipe de la PTA chargée de la problématique
hommes-femmes*



©GANGA/Cabras/Molinari

Encadré 1: Autonomiser les femmes autochtones: grands défis, grandes opportunités

par Monica Romano

Bien que le temps imparti au débat sur le thème “Ouvrir davantage de possibilités aux femmes autochtones en tant qu’actrices clés du bien-être des peuples autochtones” ait été limité, les interventions des trois participantes des différentes régions en développement ont été très fortes et stimulantes. On peut espérer que le débat et les activités de suivi se poursuivront, tant au cours des prochains jours lors des travaux du Conseil des gouverneurs qu’à l’avenir par le biais des interventions appuyées par le FIDA.

Ces trois exposés, présentés par des participantes autochtones, avaient un point commun: les femmes autochtones sont souvent confrontées à des défis et des contraintes disproportionnés par rapport aux inégalités entre les hommes et les femmes qui affectent encore “normalement” “l’autre moitié du ciel”. Dans le même temps, les femmes autochtones sont les détentrices d’immenses savoirs traditionnels, le “trait d’union” entre les activités spirituelles et les activités économiques dans les environnements naturels dans lesquels elles vivent, et – comme toutes les femmes – elles prennent soin des personnes les plus vulnérables de la société: les enfants, les jeunes et les personnes âgées.

Agnes Leina, de l’Iaramatak Community Concerns (Afrique), a décrit la situation critique dans laquelle se trouvent les femmes Massaï. Elles n’ont pas de droits, et elles ne possèdent ni terre ni bétail, et elles ne peuvent ni en acquérir ni en vendre. Pourtant, ce sont les femmes qui nourrissent la communauté. Face aux pressions auxquelles sont soumis les Massaï pour les inciter à changer leurs modes de vie et les modalités de développement de leurs moyens de subsistance, face à la ruée sur les terres à transformer en réserves naturelles ou en parcs nationaux, et face au changement climatique, ce sont les femmes qui souffrent le plus. Lorsque les hommes se déplacent pour répondre à ces défis, les femmes restent sur place pour s’occuper des enfants et des personnes âgées. L’analphabétisme, les mariages précoces et les mutilations génitales s’ajoutent, en outre, aux problèmes spécifiques des femmes Massaï.

Je commençais à me sentir découragée par tout cela mais, heureusement, Anima Pushpa Toppo, du Jharkhand Jangal Bachao Andolan (Asie), a mis en lumière certains atouts des femmes tribales en Inde. Les femmes ont une relation intime et spéciale avec les forêts, qui sont le fondement de la vie spirituelle, culturelle et économique des communautés tribales. Les forêts ont toujours constitué une source d’autonomisation des femmes tribales. Anima a également noté que les femmes sont aussi les dépositaires des savoirs traditionnels, qu’elles transmettent ensuite aux générations suivantes, et qui constituent un outil inestimable pour l’élaboration de stratégies d’adaptation et de gestion des ressources naturelles pour répondre aux chocs environnementaux et à d’autres changements. Afin de progresser vers l’autonomisation des femmes tribales, les institutions locales (Gram Sabha, groupes de femmes, groupes de jeunes, groupes culturels) devraient être renforcées, et il faudrait promouvoir la gestion des ressources sur une base communautaire, tout en renforçant la participation et les droits des femmes.

J’ai été fière d’entendre Myrna Cunningham, de l’UNPFII (Amérique latine et Caraïbes), faire référence dans son intervention aux bonnes pratiques mises en œuvre par le FIDA dans ses projets. Elle a cité, entre autres, la valorisation des pratiques de production traditionnelles, la focalisation sur les organisations féminines, la promotion du dialogue entre les générations, et le développement des réseaux de solidarité pour faciliter la participation des femmes. Lorsqu’elle a mentionné la nécessité de collecter des informations pour toute intervention de manière qu’elles puissent être désagrégées par sexe ou par groupe ethnique, ou lorsqu’elle a fait observer qu’il existe de profonds écarts entre les sexes au sein des communautés autochtones, j’ai ressenti ses paroles comme une invitation adressée au FIDA pour qu’il améliore encore la conception de ses projets.

Le rôle capital que jouent les femmes au sein des institutions locales est le dernier point – mais pas le moins important – que je veux souligner ici. Je pense qu’il s’agit d’une autre invitation pressante qui nous est adressée afin que nous investissions dans ces institutions et que nous les dotions des capacités requises, tout en les rendant plus inclusives, grâce à la participation des femmes, y compris celles appartenant aux groupes minoritaires autochtones et ethniques.

Première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA
11-12 février 2013



©FIDA/Giulio Napolitano



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
 ifad-un.blogspot.com
 www.facebook.com/ifad
 www.twitter.com/ifadnews
 www.youtube.com/user/ifadTV

PERSONNE À CONTACTER:

Antonella Cordone
Conseillère technique
Coordonnatrice des questions autochtones et tribales
Division des politiques et du conseil technique
Département gestion des programmes
FIDA
Via Paolo di Dono, 44
00142, Rome, Italie
Courriel: a.cordone@ifad.org

